

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1832

30 juillet 2013

SOMMAIRE

2D Holding S.A.	87890	Sources Immo S.A.	87892
52686656 S.A.	87899	Springboard Acquisitions S.à r.l.	87891
ACME Consulting S.à r.l.	87891	Springboard Finance Holdco S.à r.l.	87891
Actinter S.à r.l.	87936	Springboard Finance S.à r.l.	87892
Altralux S.A.	87900	Springboard Investments S.à r.l.	87892
AMO Holding 18 S.A.	87900	SPS Payment Services, Luxembourg Branch	87890
Aperam	87899	Strateji SICAV	87893
AP International Management s.à.r.l.	87900	Sungas	87892
Apollo Feeder TH Sàrl	87900	TIRSA, société anonyme de réassurance	87895
Athena Apparel Management S.à r.l.	87899	To Investments	87891
Aurinter S.A.	87895	To Investments	87894
Axbau S.A.	87917	Transnat Invest S.à r.l.	87894
Azzurri Internazionale SPF S.A.	87894	Trebor s.à r.l.	87896
Bendler Investments S. à r.l.	87900	Treveris MC S.à r.l.	87897
Beri 210	87901	Tubeco Investments S.A.	87896
Best Fortune S.à r.l.	87901	Tupi Nordeste S.à r.l.	87895
Bilbao LuxCo S.à r.l.	87936	Tupi Nordeste S.à r.l.	87895
Bistro Am Duerf S. à r.l.	87901	Uncavasa Luxemburgo S.A.	87896
B.O.A. Group S.A.	87901	Velodo S.A.	87897
Capital North Africa Venture Fund II SI- CAV-SIF S.C.A.	87917	Viager Life Holding	87898
Danieli Capital S.à r.l.	87901	V.M.C. SA	87896
D.C. Immobiliare S.A.	87936	Vocéro Investissements S.A.	87897
Hamble Investments Luxembourg S.à r.l.	87893	Wandpark Burer Bierg S.A.	87898
Lion Holding Properties S.A.	87913	Waterways S.A.	87897
Mach II S.à r.l.	87902	Watkins Holdings S.à.r.l.	87898
Quintiles Finance	87892	W Group S.à r.l.	87896
Real Associates 2	87902	Whitestone Investments S.C.A., SICAV- SIF	87897
Sailus S.A.	87893	Worldgate Holdings S.A.	87898
Sephira SA	87893	Wyce S.A.	87898
S.F. Investissements S.A.	87935	Xenia S.à r.l.	87899
S.L.A.	87890	Zitro International S.à r.l.	87899
Snowhill RE (Luxembourg) Sàrl	87890	Zorille Properties S.A.	87936
Solden SA	87894		

S.L.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4940 Bascharage, 4, rue Laangwiss.

R.C.S. Luxembourg B 49.878.

—

Lors de l'assemblée générale ordinaire du 4 juin 2013, la décision suivante est prise à l'unanimité:

1) Est nommée réviseur d'entreprises la société BDO AUDIT SA, inscrite au RCSL sous le n° B147570, 2 Avenue Charles de Gaulle à L - 1653 Luxembourg (ex-Compagnie Fiduciaire, RCSL n° B71178) jusqu'à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Bascharage, le 10 juin 2013.

Référence de publication: 2013076667/13.

(130094167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Snowhill RE (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 152.913.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Snowhill RE (Luxembourg) SARL

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013076679/11.

(130094129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

SPS Payment Services, Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippman.

R.C.S. Luxembourg B 175.512.

—

EXTRAIT

Suite à une décision de la maison mère datée du 10 juin 2013, l'adresse de la Succursale a été transférée du «44, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg» au «6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach».
Munsbach, le 11 juin 2013.

Référence de publication: 2013076681/11.

(130094285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

2D Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4973 Dippach, 156, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 114.464.

—

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement en date du 2 mai 2013, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a déclaré dissoute et ordonné la liquidation de la société 2D HOLDING S.A. en liquidation, avec siège social à 156, route de Luxembourg, L-4973 DIPPACH.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Carole BESCH, juge au Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg et a désigné comme liquidateur Maître Cédric SCHIRRER, avocat, demeurant à Luxembourg.

Le tribunal ordonne aux créanciers de faire la déclaration du montant de leurs créances au greffe du tribunal de commerce avant le 24 mai 2013.

Luxembourg, le 13 mai 2013.

Pour extrait conforme

Cédric SCHIRRER

Le liquidateur

Référence de publication: 2013076775/19.

(130094239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

ACME Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 154.164.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une convention de cession de parts sociales de la S. à r. l. ACME Consulting S.à r.l. en date du 12 juin 2013 que Nationwide Management (Samoa) S.A., ayant son siège social au Vaea Street, bâtiment Level 2, Lotemau Centre, AS, Apia Samoa, inscrite au registre de commerce et des sociétés des îles Samoa Américaines sous le numéro 5967, associé unique, a cédé la totalité de ses parts sociales à Grunergie S.A., ayant son siège social au 7a, Rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, inscrite au RCS Luxembourg sous le numéro B 99848.

En vertu de la cession de parts sociales précitée, la société anonyme Grunergie S.A., préqualifiée, possède dorénavant la totalité des cent vingt-cinq (125) parts sociales de la société et en est l'associé unique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2013.

Le Conseil de gérance

Référence de publication: 2013076832/19.

(130095310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2013.

Springboard Acquisitions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 23-29, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 141.504.

—
Les comptes annuels au 30 juin 2012 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2013.

Référence de publication: 2013076682/11.

(130094076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Springboard Finance Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 23-29, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 149.196.

—
Les comptes annuels au 30 juin 2012 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2013.

Référence de publication: 2013076683/11.

(130094077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

To Investments, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 149.460.

—
EXTRAIT

Dépôt rectificatif du bilan au 31.12.2009 (dépôt n°L110181536 du 16/11/2011) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2013.

Le Conseil d'administration

Référence de publication: 2013076718/13.

(130094103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Quintiles Finance, Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 356.468.802,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 170.378.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2013.

Référence de publication: 2013076644/11.

(130094295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Springboard Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 23-29, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 148.309.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2013.

Référence de publication: 2013076684/11.

(130094078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Springboard Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 23-29, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 149.809.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2013.

Référence de publication: 2013076685/11.

(130094079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Sungas, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-6550 Berdorf, 42, route d'Echternach.

R.C.S. Luxembourg B 141.482.

EXTRAIT

En date du 7 juin 2013, l'associé unique de la société a décidé de destituer Monsieur Dirk VORMBERGE dit BERKENBERG de son poste de gérant avec effet immédiat.

Référence de publication: 2013076687/11.

(130094463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Sources Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4772 Pétange, 41A, rue de la Piscine.

R.C.S. Luxembourg B 69.985.

Le Bilan abrégé au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12/06/2013.

Référence de publication: 2013076710/10.

(130094312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Strateji SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 162.014.

Der geprüfte Jahresbericht für den Zeitraum vom 7. Juli 2011 - 31. Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für Strateji SICAV
DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2013076686/12.

(130094136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Sailus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 73.868.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement le 24 Mai 2013

- Le mandat de Réviseur d'entreprise agréé de la société PricewaterhouseCoopers ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg est reconduit. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale approuvant les comptes annuels de l'année 2013

Fait à Luxembourg, le 24 Mai 2013.

Certifié sincère et conforme

Pour Sailus S.A.

Signature

Référence de publication: 2013076692/15.

(130094628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Sephira SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 156.655.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SEPHIRA S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2013076699/11.

(130094315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Hamble Investments Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 170.920.

Par la présente, nous dénonçons le siège social établi au nom de la société:

Hamble Investments Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée

15, rue Jean-Pierre Brasseur

L-1258 Luxembourg,

R.C.S. Luxembourg B 170.920

Domicilié auprès de ME Business Solutions S.à.r.l. («MEBS») par un contrat de location de bureau.

Luxembourg, le 12 juin 2013.

MEBS

Alexandre Bruncher / Claude Birnbaum

Général Manager / Général Manager

Référence de publication: 2013076788/16.

(130094763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Solden SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 51, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 142.207.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOLDEN S.A.
Frédéric SEINCE

Référence de publication: 2013076708/11.

(130094040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

To Investments, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 149.460.

EXTRAIT

Dépôt rectificatif du bilan au 31.12.2010 (dépôt n°L110181535 du 16/11/2011) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2013.
Le Conseil d'administration

Référence de publication: 2013076719/13.

(130094104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Transnat Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 112.319.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013076721/11.

(130094051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Azzurri Internazionale SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 21.198.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 27 mai 2013

- Il est pris acte de la démission de Mademoiselle Noëlle PICCIONE de son mandat d'Administrateur avec effet à ce jour.

- Madame Martine STIEVEN, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est coopté en tant qu'Administrateur en remplacement de Mademoiselle Noëlle PICCIONE, démissionnaire, avec effet à ce jour, et ce pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur, mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2017.

Fait à Luxembourg, le 27 mai 2013.
Certifié sincère et conforme
AZZURRI INTERNAZIONALE SPF S.A.
Signatures
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013076869/19.

(130094744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2013.

Tupi Nordeste S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 16.020.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 163.509.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 28 mai 2013:

- Nomination de PricewaterhouseCoopers S.à r.l., Réviseur d'entreprises agréé, dont le siège social est situé au 400, Route d'Esch à L-1014 Luxembourg pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 11 juin 2013.

Le Mandataire

Référence de publication: 2013076725/15.

(130094005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Tupi Nordeste S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 16.020.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 163.509.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

Tupi Nordeste S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013076726/12.

(130094006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

TIRSA, société anonyme de réassurance, Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 51.785.

Le bilan au 31 DECEMBRE 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013076731/10.

(130093999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Aurinter S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 26.792.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 mai 2013

La démission de Mademoiselle Noëlle PICCIONE de son mandat d'Administrateur est acceptée.

Madame Martine STIEVEN, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg est nommée nouvel Administrateur. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2017.

Fait à Luxembourg, le 27 mai 2013.

Certifié sincère et conforme

AURINTER S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013076864/17.

(130094745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2013.

Trebor s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4981 Reckange-sur-Mess, 8, rue des Champs.
R.C.S. Luxembourg B 150.611.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Comptable B + C S.à.r.l.
Luxembourg

Référence de publication: 2013076734/11.

(130094379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Tube Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 104.031.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

D. FONTAINE
Administrateur

Référence de publication: 2013076738/11.

(130094196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Uncavasa Luxemburgo S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 39.036.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2013.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER
Signature

Référence de publication: 2013076741/12.

(130094140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

V.M.C. SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9227 Diekirch, 52, Esplanade.
R.C.S. Luxembourg B 98.203.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 11 juin 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013076743/10.

(130094060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

W Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 172.721.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013076757/10.

(130094457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Treveris MC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 109.753.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12. Juin 2013.

Référence de publication: 2013076723/10.

(130094494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Vocéro Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 168.470.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Vocéro Investissements S.A.
Intertrust (Luxembourg) S.A.*

Référence de publication: 2013076749/11.

(130094108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Velodo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 73.127.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
VELODO S.A.

Référence de publication: 2013076752/11.

(130094383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Waterways S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.
R.C.S. Luxembourg B 85.234.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*M. Jadot / P. Traen
Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2013076761/11.

(130094569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Whitestone Investments S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 165.782.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013076763/11.

(130094308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Wandpark Burer Bierg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 2, rue Pierre d'Aspelt.
R.C.S. Luxembourg B 94.940.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WANDPARK BURER BIERG S.A.

Référence de publication: 2013076759/10.

(130094615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Watkins Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.001,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 163.911.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 juin 2013.

Référence de publication: 2013076760/10.

(130094356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Worldgate Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 148.913.

Par la présente, la société TONUS & CUNHA ASSOCIES SARL, 61 route de Longwy L-8080 Bertrange (ancienne adresse: 38 Arelerstrooss, L-8552 Oberpallen), immatriculé au RCSL B139158, demissionne en date du 27 mai 2013 de son poste de commissaire aux comptes.

Fait à Luxembourg, le 27 mai 2013.

Référence de publication: 2013076764/11.

(130094335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Viager Life Holding, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 157.957.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 5 juin 2013.

Pour la société

Anja HOLTZ

Le notaire

Référence de publication: 2013076755/13.

(130093987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Wyce S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 170.612.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2013076765/10.

(130094528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Xenia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 155.781.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 juin 2013.

Référence de publication: 2013076767/10.

(130094403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

52686656 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 166.109.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 juin 2013.

Référence de publication: 2013076776/10.

(130094294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Athena Apparel Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 10.893,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 160.364.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 juin 2013.

Référence de publication: 2013076822/10.

(130095512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2013.

Zitro International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.518.151,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 149.254.

Les comptes annuels consolidés de la Bryke Overseas, S.L. au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, en conformité avec l'article 314 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 juin 2013.

Référence de publication: 2013076772/11.

(130094584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Aperam, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12C, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 155.908.

L'Assemblée générale ordinaire du 8 mai 2013 a décidé de nommer Deloitte Audit société à responsabilité limitée, avec adresse au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que réviseur d'entreprises agréé pour examiner les Comptes Annuels de la Société-Mère et les Etats Financiers Consolidés au 31 décembre 2013 et pour l'exercice clôturé à cette date.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 mai 2013.

Référence de publication: 2013076860/13.

(130095534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2013.

AMO Holding 18 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 135.828.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 12 juin 2013.

Référence de publication: 2013076856/10.

(130095094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2013.

Altralux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 115.153.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013076843/10.

(130094841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2013.

AP International Management s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8832 Rombach, 14, route de Bigonville.
R.C.S. Luxembourg B 110.971.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013076858/10.

(130095524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2013.

Apollo Feeder TH Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 152.138.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 juin 2013.

Référence de publication: 2013076862/10.

(130095406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2013.

Bendler Investments S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 150.853.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 juin 2013.

Pour copie conforme
Pour la société
Maître Carlo WERSANDT
Notaire

Référence de publication: 2013076876/14.

(130094908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2013.

Beri 210, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 26, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 125.845.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 juin 2013.
Référence de publication: 2013076878/10.

(130095517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2013.

B.O.A. Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 27.633.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013076873/10.

(130095091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2013.

Best Fortune S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 7, rue du Marché-aux-Herbes.
R.C.S. Luxembourg B 100.004.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 juin 2013. Signature.

Référence de publication: 2013076879/10.

(130094868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2013.

Bistro Am Duerf S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7465 Nommern, 23, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 167.014.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Signature.

Référence de publication: 2013076882/10.

(130094737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2013.

Danieli Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 33.512.500,00.
Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 111.456.

EXTRAIT

Les comptes annuels du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2013076980/14.

(130094996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2013.

Mach II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5326 Contern, 15, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 177.370.

—
EXTRAIT

En date du 7 Juin 2013, Advent MACH SARL, étant l'associé unique de la Société («l'Associé Unique») a passé la résolution suivante:

L'Associé Unique a décidé de nommer en qualité de nouveaux gérants de la Société pour une durée indéterminée avec effet au 7 Juin 2013:

- Monsieur Guy Reiffer, résidant professionnellement au 15 rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duché de Luxembourg, né à Bishops, Stortford, Royaume Uni le 10 Octobre 1967; et

- Madame Lena Wittbjer, résidant professionnellement au 15 rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duché de Luxembourg, née à Brannkyra, Suède, le 07 Septembre 1962

De sorte que le conseil de gérance de la Société est dorénavant constitué comme suit:

- Monsieur Bruno Pagliuca
- Monsieur Guy Sochovsky
- Monsieur Morten Brogger
- Monsieur Guy Reiffer
- Madame Lena Wittbjer

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 Juin 2013.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2013076584/27.

(130094529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Real Associates 2, Société Anonyme.

Siège social: L-7306 Mullendorf, 10, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 177.814.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the fifth day of June.

Before the undersigned, Maître Marc LECUIT, Civil law notary, residing in Mersch.

There appeared:

"RealAssociates Limited", a company established and having its registered office at MidOcean Management Ltd, Trust Services (BVI) Ltd, MidOcean Chambers, Box 805, British Virgin Islands, registered with the Registrar of Corporate Affairs of the British Virgin Islands under the number 656860 (the "Shareholder").

Here duly represented by Mr. Harry Duncan MacDonald, consultant, born in Lilongwe, Malawi, on 28 February 1958, residing in L-7306 Mullendorf, 10, rue de l'Avenir,

by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such party, acting in its capacity as representative of the Shareholder, has requested the officiating notary to enact the following articles of incorporation (the "Articles") of a company, which it declares to establish as follows:

Art. 1. Form and Name. There exists a public limited liability company (société anonyme) under the name of "Real Associates 2" (the "Company").

The Company may have one shareholder (the "Sole Shareholder") or several shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in the municipality of Steinsel, Grand Duchy of Luxembourg ("Luxembourg"). It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of directors of the Company (the "Board") or, in the case of a sole director (the "Sole Director") by a decision of the Sole Director.

Where the Board, or the Sole Director (as applicable), determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration.

The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendment of the Articles, as prescribed in article 22. below.

Art. 4. Corporate objects. The corporate objects of the Company are (i) the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, directly or indirectly, of participations, rights and interests in, and obligations of, Luxembourg and foreign companies, (ii) the acquisition by purchase, subscription or in any other manner and the transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes and other securities or financial instruments of any kind and contracts thereon or related thereto and (iii) the ownership, administration, development and management of a portfolio (including, among other things, the assets referred to in (i) and (ii) above).

The Company may borrow in any form except by way of public offer and may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities.

The Company may grant loans (whether subordinated or unsubordinated) or other forms of financing to any company, without however carrying out any credit activity or professional banking. It may also lend funds (including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities) to its subsidiaries and affiliated companies.

The Company may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, cede, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

The Company may (i) enter into any transaction or agreement which is subject to, governed by or part of (or capable of being entered into under) any capital markets master agreement (including under an ISDA Master Agreement), (ii) execute and deliver any such master agreement or any confirmation or other confirming evidence of any such transaction under such master agreement, (iii) perform any obligations under any such transaction or master agreement and (iv) to so enter into, execute and deliver and perform any swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase and similar transactions or transactions in the context hereof or combinations of any of the foregoing. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The descriptions above are to be understood in their broadest sense and their enumeration is not limiting. The corporate objects shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided it is not inconsistent with the foregoing enumerated objects.

In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its corporate objects provided the Company will not enter into operations or transactions that would result in it being engaged in an activity that would be subject to license requirements or that would be a regulated activity of the financial sector.

Art. 5. Share capital. The issued and subscribed share capital of the Company is set at fifty thousand Euro (50,000.- EUR) represented by:

- One million five hundred thousand (1,500,000) Class A shares with no par value, and
- Five hundred thousand (500,000) Class B shares with no par value.

Art. 6. Shares. The shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

A register of the shareholder(s) of the Company shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholders. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amounts paid in on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by law.

Art. 7. Transfer of shares. The transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the shareholder(s) of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code.

The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

Art. 8. Debt securities. Debt securities issued by the Company in registered form (obligations nominatives) may, under no circumstances, be converted into debt securities in bearer form (obligations au porteur).

Art. 9. Meetings of the shareholders of the Company. In the case of a Sole Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

In the case of a plurality of shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company (the "General Meeting") shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the last business day in May of each year at 10.00 a.m. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Art. 10. Notice, Quorum, Powers of attorney and Convening notices. The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote.

Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

A shareholder may act at any General Meeting by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax, cable, telegram, telex or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed.

If all the shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

The shareholders may vote in writing (by way of a ballot paper) on resolutions submitted to the General Meeting provided that the written voting bulletins include (1) the name, first name, address and the signature of the relevant shareholder, (2) the indication of the shares for which the shareholder will exercise such right, (3) the agenda as set forth in the convening notice and (4) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. The original voting bulletins must be received by the Company 72 (seventy-two) hours before the relevant General Meeting.

Art. 10.1. Appointment, Removal or Replacement of a Director or the Board of Directors. Any resolution to the effect of appointing, removing or replacing the board of directors or any member thereof may only be passed: (i) a decision of the general meeting of shareholders of the Company taken with a presence quorum of fifty percent (50%) of the capital of the Company and (ii) the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at the meeting convened to consider such a resolution.

Art. 11. Management. For so long as the Company has a Sole Shareholder, the Company may be managed by a Sole Director only, which Sole Director need not to be a shareholder of the Company.

Where the Company has more than one shareholder, the Company shall be managed by a Board composed of at least three (3) directors who need not be shareholders of the Company. When a legal person is appointed as a director of the Company (the "Legal Entity"), the Legal Entity must designate a permanent representative (représentant permanent) who will represent the Legal Entity as Sole Director or as member of the Board in accordance with article 51 bis of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Companies Act 1915").

The director(s) shall be elected by the General Meeting. The shareholders of the Company shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next General Meeting. In the absence of any remaining directors, a General Meeting shall promptly be convened by the auditor and held to appoint new directors.

Art. 12. Meetings of the Board. The Board shall appoint a chairman (the "Chairman") among its members and may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the resolutions passed at the General Meeting or of the resolutions passed by the Sole Shareholder. The Chairman will preside at all meetings of the Board and any General Meeting. In his/her absence, the General Meeting or the other members of the Board (as the case may be) will appoint another chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting by simple majority vote of the directors present or by proxy at such meeting.

The Board shall meet upon request by the Chairman or any two directors at the place indicated in the notice of meeting, which place shall be in Luxembourg.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all the directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, cable, telegram, telex or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed, of each member of the Board. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing, in writing whether in original, by telefax, cable, telegram, telex or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed, another director as his or her proxy.

One member of the Board may represent more than one member attending by proxy at a meeting of the Board provided always that at least two members who are either present in person or who assist at such meeting by way of any means of communication that complies with the requirements set forth in the next paragraph.

Any director may participate in a meeting of the Board by conference call, video conference, or similar means of communications equipment whereby (i) the directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the directors can properly deliberate. Participating in a meeting by such means shall constitute presence in person of such director at such meeting.

The Board can deliberate and act validly only if at least the majority of the Company's directors is present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall not have a casting vote.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing, provided such resolution is preceded by a deliberation between the directors by such means as is allowed for under this Article 12 for participation in a meeting of directors. Such resolution shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each and every directors. The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Article 12 does not apply in the case that the Company is managed by a Sole Director.

Art. 13. Minutes of meetings of the Board or of resolutions of the Sole Director. The resolutions passed by the Sole Director are documented by written minutes which shall be kept at the Company's registered office.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the Chairman or a member of the Board who presided at such meeting. The minutes relating to the resolutions taken by the Sole Director shall be signed by the Sole Director.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman, any two members of the Board or the Sole Director (as the case may be).

Art. 14. Powers of the Board and Sole Director. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Companies Act 1915 or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

The provisions of this Article 14 shall apply equally to the Sole Director where applicable.

Art. 15. Delegation of powers. The Board may appoint a person (délégué à la gestion journalière), either a shareholder or not, or a member of the Board or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company.

The Board may appoint a person, either a shareholder or not, either a director or not, as permanent representative for any entity in which the Company is appointed as member of the board of directors. This permanent representative will act with all discretion, but in the name and on behalf of the Company, and may bind the Company in its capacity as member of the board of directors of any such entity.

The Board is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 16. Binding signatures. The Company shall be bound towards third parties in all matters (including the daily management) by (i) the joint signatures of any three members of the Board or (ii) in the case of a Sole Director, the sole signature of the Sole Director or (iii) the joint signatures of any persons or sole signature of the person to whom such signatory power has been granted by the Board or the Sole Director, but only within the limits of such power.

Art. 17. Conflict of interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such

other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following annual General Meeting. This paragraph does not apply for so long as the Company has a Sole Director.

For so long as the Company has a Sole Director, the minutes of the General Meeting shall set forth the transactions entered into by the Company and the Sole Director and in which the Sole Director has an opposite interest to the interest of the Company.

The two preceding paragraphs do not apply to resolutions of the Board or the Sole Director concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company of which are entered into on arm's length terms.

Art. 18. Supervisory auditor (Commissaire aux comptes). The Company shall be supervised by one or more supervisory auditors, appointed by a General Meeting of shareholders which shall fix their number, remuneration, and their term of office, such office not to exceed six years.

They may be re-elected and removed at any time

Art. 19. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the 1 January and shall terminate on the 31 December of each year.

Art. 20. Allocation of profits. From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent.) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent.) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 above.

Any distribution including dividends, repurchase proceeds from a repurchase of shares or a liquidation payment will be made in the following order:

A) 100% of Capital (share premium and loans) of Class A Shareholders is repaid;

B) Additional return to Class A Shareholders up to the equivalent of 60% of Capital;

C) 15% Internal Rate of Return ("IRR") to all Class A Shareholders if not already reached in B;

D) Remaining distributions split:

- 80% to all Class A Shareholders,

- 20% to all Class B Shareholders, which will not be paid until the Class A Shareholders have received back from the Company amounts equal to their full amounts due.

The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Companies Act 1915.

Art. 21. Dissolution and liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles, as prescribed in article 22. below. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

Art. 22. Amendments. These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Companies Act 1915.

Art. 23. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Companies Act 1915.

Transitory provisions

The first business year begins today and ends on 31 December 2013.

The first annual General Meeting will be held in 2014.

Subscription

The Articles of the Company having thus been established, the party appearing hereby declares that it subscribes all the shares representing the total share capital of the Company.

All these shares have been paid up by the Shareholder to an extent of 100% (one hundred per cent) by payment in cash, so that the sum of fifty thousand Euro (50,000.- EUR) paid by the Shareholder is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

Statement

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the Companies Act 1915 have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these conditions have been observed and further confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the Companies Act 1915.

Costs

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be incurred or charged to the Company as a result of its formation, is approximately evaluated to one thousand three hundred Euro (1,300.- EUR).

Resolutions of the shareholder

The above named party, representing the whole of the subscribed share capital has passed the following resolutions.

1. The number of director of the Company is set at four (4).
2. The following persons are appointed as Director:
 - a) Mr. David Fisher, residing at 39 rue des Genets, Bridel, Grand-Duchy of Luxembourg, born in Parkstone, UK, on 22 september 1942.
 - b) Mr. Sverre Dommersnes, residing at Vastra Dammen 1, 471 44 Astol, Sweden, born in Bergen, Norway on 14 June 1966.
 - c) Mr. Harry Duncan MacDonald, born in Lilongwe, Malawi, on 28 February 1958, residing in L-7306 Mullendorf, 10, Rue de l'Avenir.
 - d) Mr. Martin Smith, residing at 182 Raeburn Ave, Surbiton, KT5 9ED, UK, born in Isleworth, London, UK, on 25 August 1965
3. That there be appointed as supervisory auditor (commissaire aux comptes) of the Company:

Mr. Alistair Hugh MacDonald, residing at Helperterwee 6, Buschdorf, L-7418, Grand-Duchy of Luxembourg; born in Lilongwe, Malawi, on 22 April 1962
4. That the terms of office of the Directors and the supervisory auditor (commissaire aux comptes) will expire at the annual General Meeting of the year 2018 and,
5. That the address of the registered office of the Company is set at L-7306 Mullendorf, 10 rue de l'Avenir, Grand-Duchy of Luxembourg

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing person and in case of divergences between English and the French versions, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Mersch, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by their surnames, names, civil status and residences, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le cinq juin.

Par-devant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

A comparu:

«RealAssociates Limited», une société constituée conformément et soumise au droit des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social dans les Iles Vierges Britanniques au MidOcean Management Ltd, Trust Services (BVI) Ltd, MidOcean Chambers, Box 805, immatriculée auprès du «Registrar of Corporate Affairs of the British Virgin Islands», sous le numéro 65686 (l'«Associé»).

Ici dûment représentée par Monsieur Harry Duncan MacDonald, consultant, né à Lilongwe (Malawi), le 28 février 1958, demeurant à L-7306 Mullendorf, 10, Rue de l'Avenir,

en vertu d'une procuration sous seing privé à lui délivrée.

Ladite procuration après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante ainsi que par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise à la formalité de l'enregistrement.

Lequel comparant, agissant en sa qualité de représentant de l'Associé Unique, a requis le notaire instrumentaire de dresser les statuts (ci-après, les «Statuts») d'une société anonyme qu'il déclare constituer et qu'il a arrêté comme suit:

Art. 1^{er}. Forme - Dénomination. Il est établi une société anonyme sous la dénomination de «Real Associates 2» (ci-après, la «Société»).

La Société peut avoir un associé unique (l' «Associé Unique») ou plusieurs actionnaires. La société ne pourra pas être dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Associé Unique.

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Steinsel, Grand-Duché de Luxembourg («Luxembourg»). Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société (le «Conseil d'Administration») ou, dans le cas d'un administrateur unique (l'«Administrateur Unique») par une décision de l'Administrateur Unique.

Lorsque le Conseil d'Administration, ou l'Administrateur Unique (si applicable), estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée de la Société. La Société est constituée pour une période indéterminée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 22. ci-après.

Art. 4. Objet Social. La Société a pour objet social (i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, par voie directe ou indirecte, de participations, droits, intérêts et engagements dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, (ii) l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière et l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs ou instruments financiers de toutes espèces, ainsi que des contrats portant sur les titres précités ou y relatifs et (iii) la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille (composé notamment d'actifs tels que ceux définis dans les paragraphes (i) et (ii) ci-dessus).

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique et procéder à l'émission d'actions et obligations et autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances.

La Société peut accorder des prêts (qu'ils soient subordonnés ou non subordonnés) ou d'autres formes de financement à toute société, hormis les activités appartenant au secteur du crédit et du secteur bancaire. Elle peut aussi prêter des fonds (y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations) à ses filiales et sociétés affiliées.

La Société peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

La Société peut (i) participer à des opérations ou passer des contrats qui sont soumis à, régi par ou font partie (ou peuvent être soumis à) d'une convention cadre telle qu'habituellement conclue dans le secteur des marchés de capitaux (y compris les ISDA Master Agreements), (ii) exécuter et délivrer de telles conventions cadres ou tout acte de confirmation ou autre preuve attestant qu'une telle opération a été réalisée dans un tel cadre contractuel, (iii) exécuter toutes obligations nées dans le cadre d'une telle opération ou dans un tel cadre contractuel, et (iv) passer, exécuter, délivrer ou accomplir toutes les opérations de swaps, opérations à terme (futures), opérations sur produits dérivés, marchés à prime (options), opérations de rachat, ainsi que d'autres opérations similaires ou toutes opérations réalisées dans le contexte des opérations précitées ou consistant dans la combinaison de deux ou plusieurs des opérations précitées. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de change, de taux d'intérêt et autres risques.

Les descriptions ci-dessus doivent être comprises dans leurs sens le plus large et leur énumération est non limitative. L'objet social couvre toutes les opérations auxquelles la Société participe et tous les contrats passés par la Société, à condition que l'opération ou le contrat ne sont pas incompatibles avec les objets ci-devant énumérés.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social, à la condition que la Société ne participe pas à des opérations ou des transactions pour lesquelles un agrément serait nécessaire ou qui seraient considérées comme étant des activités réglementées du secteur financier.

Art. 5. Capital Social. Le capital social souscrit est fixé à cinquante mille Euros (50.000.- EUR) représenté par:

- Un million cinq cent mille (1.500.000) actions de catégorie A sans valeur nominale, et
- Cinq cent mille (500.000) actions de catégorie B sans valeur nominale.

Le capital social souscrit de la Société pourra être augmenté ou réduit par une résolution prise par l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 22. ci-après.

Art. 6. Actions. Les actions sont et resteront nominatives.

Un registre de(s) actionnaire(s) sera tenu au siège social de la Société où il pourra être consulté par tout actionnaire. Ce registre contiendra le nom de tout actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient, le montant libéré pour chacune de ces actions, ainsi que la mention des transferts des actions et les dates de ces transferts. La propriété des actions sera établie par inscription dans ledit registre.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 7. Transfert des Actions. Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre de(s) actionnaire(s) de la Société, cette déclaration de transfert devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'actions, d'autres instruments de transfert, dans lesquels les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, jugés suffisants par la Société.

Art. 8. Obligations. Les obligations émises par la Société sous forme nominative ne pourront, en aucun cas, être converties en obligations au porteur.

Art. 9. Réunions de l'assemblée des actionnaires de la Société. Dans l'hypothèse d'un Associé Unique, l'Associé Unique aura tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale sera une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Associé Unique tant que la Société n'a qu'un associé unique. Les décisions prises par l'Associé Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

Dans l'hypothèse d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée générale des actionnaires de la Société (l'«Assemblée Générale») régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'Assemblée Générale annuelle se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, chaque année le dernier jour ouvrable de mai à 10:00 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

L'Assemblée Générale pourra se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres Assemblées Générales pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation.

Art. 10. Délais de convocation, quorum, procurations, avis de convocation. Les délais de convocation et quorum requis par la loi seront applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoqués sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Chaque actionnaire pourra prendre part aux assemblées générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par télécopie, par câble, par télégramme, par télex ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise une autre personne comme mandataire.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Les actionnaires peuvent voter par écrit (au moyen d'un bulletin de vote) sur les projets de résolutions soumis à l'Assemblée Générale à la condition que les bulletins de vote incluent (1) les nom, prénom adresse et signature des actionnaires, (2) l'indication des actions pour lesquelles l'actionnaire exercera son droit, (3) l'agenda tel que décrit dans la convocation et (4) les instructions de vote (approbation, refus, abstention) pour chaque sujet de l'agenda. Les bulletins de vote originaux devront être envoyés à la Société 72 (soixante-douze) heures avant la tenue de l'Assemblée Générale.

Art. 10.1 Nomination, révocation ou remplacement d'un directeur ou du conseil d'administration. Toute résolution à l'effet de nommer, révoquer ou de remplacer le conseil d'administration ou un membre de celle-ci ne peut être adoptée que par: (i) une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société prise avec un quorum de présence de cinquante pour cent (50%) du capital de la Société et (ii) l'approbation d'une majorité d'au moins les deux tiers (2/3) des voix valablement exprimées par les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée convoquée pour examiner une telle résolution.

Art. 11. Administration de la Société. Tant que la Société n'a qu'un Associé Unique, la Société peut être administrée seulement par un Administrateur unique qui n'a pas besoin d'être un associé de la Société (l'«Administrateur Unique»).

Si la Société a plus d'un actionnaire, la Société sera administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société. L'Administrateur Unique ou, le cas échéant, les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

Toute référence dans les Statuts au Conseil d'Administration sera une référence à l'Administrateur Unique (lorsque la Société n'a qu'un associé unique) tant que la Société a un associé unique.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société (la «Personne Morale»), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la Personne Morale conformément à l'article 51 bis de la loi luxembourgeoise en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la «Loi sur les Sociétés de 1915»).

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'Assemblée Générale. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale. En l'absence d'administrateur disponible, l'Assemblée Générale devra être rapidement réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 12. Réunion du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration doit nommer un président (le «Président») parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des décisions de l'Assemblée Générale ou de l'Associé Unique. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale. En son absence, l'Assemblée Générale ou les autres membres du Conseil d'Administration, le cas échéant, nommeront un président pro tempore qui présidera la réunion en question, par un vote à la majorité simple des administrateurs présents ou par procuration à la réunion en question.

Les réunions du Conseil d'Administration seront convoquées par le Président ou par deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation, lieu qui sera situé au Luxembourg.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du Conseil d'Administration et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme, par télex ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Tout membre du Conseil d'Administration peut se faire représenter à toute réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme, par télex ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, un autre administrateur comme son mandataire.

Un membre du Conseil d'Administration peut représenter plusieurs autres membres du Conseil d'Administration participant par procuration, à la condition qu'au moins deux membres du Conseil d'Administration soient physiquement présents ou assistent à la réunion du Conseil d'Administration par le biais de tout moyen de communication qui est conforme aux exigences du paragraphe qui suit.

Tout administrateur peut participer à la réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique, vidéoconférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion du Conseil d'Administration peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion du Conseil d'Administration peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion du Conseil d'Administration est retransmise en direct et (iv) les membres du Conseils d'Administration peuvent valablement délibérer. La participation à une réunion du Conseil d'Administration par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne de ce directeur à une telle réunion.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du Conseil d'Administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de ce Conseil d'Administration. Au cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du Président de la réunion ne sera pas prépondérante.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire pourvu qu'elle soit précédée par une délibération entre administrateurs par des moyens tels qu'énumérés sous le présent article 12 pour la participation aux réunions du Conseil d'Administration. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signés, manuellement ou électroniquement par une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, par tous les membres du Conseil d'Administration (résolution circulaire). La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

L'article 12 ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 13. Procès-verbal de réunion du Conseil d'Administration et des résolutions de l'Administrateur Unique. Les résolutions prises par l'Administrateur Unique seront inscrites dans des procès-verbaux qui doivent être conservés au siège social de la Société.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par le Président qui en aura assumé la présidence. Les procès-verbaux des résolutions prises par l'Administrateur Unique seront signés par l'Administrateur Unique.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président, deux membres du Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, le cas échéant.

Art. 14. Pouvoirs du Conseil d'Administration et de l'Administrateur Unique. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés de 1915 ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Les provisions du présent Article 14 s'appliqueront de manière identique à l'Administrateur Unique, si applicable.

Art. 15. Délégation de pouvoirs. Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, actionnaire ou non membre du Conseil d'Administration ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

Le Conseil d'Administration peut nommer une personne, actionnaire ou non, administrateur ou non, en qualité de représentant permanent de toute entité dans laquelle la Société est nommée membre du conseil d'administration. Ce représentant permanent agira de son propre chef, mais au nom et pour le compte de la Société et engagera la Société en sa qualité de membre du conseil d'administration de toute telle entité.

Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, sans l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 16. Signatures autorisées. La Société sera engagée, en toutes circonstances (y compris dans le cadre de la gestion journalière), vis-à-vis des tiers par (i) la signature conjointe de trois administrateurs de la Société, ou (ii) dans le cas d'un administrateur unique, la signature de l'Administrateur Unique, ou (iii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 17. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêchée de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil d'Administration de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale. Ce paragraphe ne s'applique pas tant que la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Tant que la Société est administrée par un Administrateur Unique, les procès-verbaux de l'Assemblée Générale devront décrire les opérations dans lesquelles la Société et l'Administrateur Unique se sont engagés et dans lesquelles l'Administrateur Unique a un intérêt opposé à celui de la Société.

Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil d'Administration ou de l'Administrateur Unique concernant les opérations réalisées dans le cadre ordinaire des affaires courantes de la Société lesquelles sont conclues à des conditions normales.

Art. 18. Commissaire aux comptes. La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'Assemblée Générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années. Ils peuvent être réélus ou révoqués à tout moment.

Art. 19. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Art. 20. Affectation des Bénéfices. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 des Statuts.

Toute distribution y compris les dividendes, les produits de rachat d'un rachat d'actions ou un paiement de liquidation sera faite dans l'ordre suivant:

- A) 100% du capital (prime d'émission et prêts) des actionnaires de catégorie A est remboursé
- B) retour supplémentaire aux actionnaires de catégorie A jusqu'à l'équivalent de 60% du capital
- C) 15% Taux de rendement interne («TRI») à tous les actionnaires de catégorie A s'il n'est pas déjà atteint en B
- D) distributions restantes réparties:
 - 80% de tous les actionnaires de catégorie A,
 - 20% de tous les actionnaires de catégorie B, ce qui ne sera pas payé jusqu'à ce que les actionnaires de catégorie A ont reçu de retour de la Société s'élève à la hauteur de leurs intégralité des montants dus.

Les dividendes pourront être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration et devront être payés au lieu et place choisis par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 21. Dissolution et Liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 22 ci-après. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de suspension des droits civils, l'incapacité, l'insolvabilité, la faillite ou tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs actionnaires.

Art. 22. Modifications statutaires. Les présents Statuts pourront être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire dans les conditions de quorum et de majorité requises par la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 23. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi sur les Sociétés de 1915.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 2013.

La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2014.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, le comparant déclare qu'il a souscrit toutes les actions représentant la totalité du capital social de la Société.

Toutes ces actions ont été libérées par l'Associé Unique à hauteur de 100% (cent pour cent) par paiement en numéraire, de sorte que le montant de cinquante mille Euros (50.000.- EUR) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi sur les Sociétés de 1915, et en constate expressément l'accomplissement. Il confirme en outre que ces Statuts sont conformes aux dispositions de l'article 27 de la Loi sur les Sociétés de 1915.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de mille trois cents Euros (1.300.- EUR).

Résolutions de l'associé unique

Le comparant préqualifié, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre d'administrateur de la Société est fixé à 4 (quatre);

2. Les personnes suivantes sont nommées Administrateur de la Société:

a) Monsieur David Fisher, demeurant au 39 rue des Genets, Bridel, Grand-Duché de Luxembourg, né à Parkstone, UK, le 22 septembre 1942.

b) Monsieur Sverre Dommersnes, demeurant à Vastra Dammen 1, 471 44 Åstol, Suède, né à Bergen, Norvège, le 14 Juin 1966.

c) Monsieur Harry Duncan MacDonald, consultant, né à Lilongwe (Malawi), le 28 février 1958, demeurant à L-7306 Mullendorf, 10, Rue de l'Avenir.

d) Monsieur Martin Smith, demeurant au 182, avenue Raeburn, Surbiton, KT5 9ED, Royaume-Uni, né à Isleworth, Londres, Royaume-Uni, le 25 août 1965.

3. Est nommé commissaire aux comptes aux comptes de la Société:

Monsieur Alistair Hugh MacDonald, résidant à Helperterwee 6, Buschdorf, L-7418, Grand-Duché de Luxembourg, né à Lilongwe, Malawi le 22 avril 1962.

4. Le mandat de l'Administrateur et du Commissaire aux comptes ainsi nommés prendra fin à l'issue de la décision annuelle statutaire de l'Assemblée Générale annuelle de l'année 2018; et

5. Le siège social de la société est fixé à L-7306 Mullendorf, 10, rue de l'Avenir, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante et en cas de distorsions entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Mersch.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: H. MACDONALD, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 6 juin 2013. Relation: MER/2013/1177. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): A. MULLER.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 12 juin 2013.

Référence de publication: 2013076650/593.

(130094369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Lion Holding Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4987 Sanem, 15, Quartier de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 177.811.

— STATUTS

L'an deux mille treize, le onze juin.

Par-devant Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

"FISCONSULT S.A.", une société de droit luxembourgeois, avec siège social à L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 145784,

ici représentée par Monsieur Nicolas de Caritat, employé privé, demeurant professionnellement au 56, rue Glesener à L-1630 Luxembourg en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

La procuration signée ne varietur par la partie comparante et le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, aux termes de la capacité avec laquelle il agit, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'il déclare constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Dénomination - Forme. Il est formé entre le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous forme d'une société anonyme, sous la dénomination de «LION HOLDING PROPERTIES S.A.» (la «Société»).

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Sanem. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. Objet. La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions, marques et brevets ou droits de propriété intellectuelle de toute origine, participer à la création, l'administration, la gestion, le développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, marques, brevets ou droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires, marques, brevets et droits de propriété intellectuelle, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties et/ou aux sociétés affiliées et/ou sociétés appartenant à son Groupe de sociétés, le Groupe étant défini comme le groupe de sociétés incluant les sociétés mères, ses filiales ainsi que les entités dans lesquelles les sociétés mères ou leurs filiales détiennent une participation.

Elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes, il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit avec ou sans garantie, souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité affiliée luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérés dans l'intérêt de la Société;

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, y inclus des opérations immobilières, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

La société n'exercera pas directement une activité industrielle et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à EUR 31.000,- (trente et un mille Euros), représenté par 3.100 (trois mille cent) actions d'une valeur nominale de EUR 10,-(dix euros) chacune.

La Société peut racheter ses propres actions dans les termes et sous les conditions prévues par la loi.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de EUR 5.000.000,- (cinq millions d'Euros) représenté par 500.000 (cinq cent mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans, commençant à courir à partir de la publication des présents statuts, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Art. 6. Actions. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Art. 7. Assemblée des actionnaires - Dispositions générales. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un associé unique, il exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Art. 8. Assemblée Générale annuelle - Approbation des comptes annuels. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 4^e vendredi du mois de juillet à 11.30 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 9. Autres assemblées. Les autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix, sauf toutefois les restrictions imposées par la loi et par les présents statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou téléfax une autre personne comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques

téristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Art. 10. Composition du Conseil d'administration. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs auront été élus. Ils sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

Art. 11. Réunions du Conseil d'administration. Le conseil d'administration élit en son sein un président et peut choisir un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président, de l'administrateur unique ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil d'administration peut, unanimement, passer des résolutions circulaires en donnant son approbation par écrit, par câble, télégramme, télex ou fax, ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. Le tout formera le procès-verbal prouvant l'approbation des résolutions.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'administration. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Art. 13. Représentation. La Société sera engagée soit par la signature individuelle de l'administrateur unique, soit si le conseil d'administration est composé de trois membres ou plus par la signature collective de deux administrateurs, ou la seule signature de toute personne à laquelle pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration.

Art. 14. Surveillance. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années. Ils sont rééligibles.

Art. 15. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année.

Art. 16. Allocation des bénéfices. Sur le bénéfice annuel net de la société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Dans le cas d'actions partiellement libérées, des dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 17. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 18. Divers. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2013.
- 2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2014.

Souscription et Libération

Le comparant a souscrit un nombre d'actions et a libéré entièrement en espèces les montants suivants:

Actionnaire	Capital souscrit	Capital libéré	Nombre d'actions
FISCONSULT S.A. prénommée	31.000	31.000	3100
TOTAL:	31.000	31.000	3100

Preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné, de sorte que la somme de trente-et-un mille Euros (31.000.- EUR) se trouve à l'entière disposition de la société.

Déclaration - Evaluation

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de Eur 1.300.-.

Assemblée générale extraordinaire

La personne ci-avant désignée, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoquée, s'est constituée en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que cette assemblée était régulièrement constituée, elle a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires aux comptes à un.
2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - a) Monsieur Bernard VAN LEEUWEN, administrateur de sociétés, né le 25/03/1965 à Arlon (Belgique), demeurant professionnellement au 15, Quartier de l'Eglise, L-4987 Sanem (Luxembourg).
 - b) Monsieur Reinold VAN LEEUWEN, administrateur de sociétés, né le 08/01/1970 à Arlon (Belgique), demeurant professionnellement au 15, Quartier de l'Eglise, L-4987 Sanem (Luxembourg).
 - c) Madame Emeline VAN LEEUWEN, administratrice de sociétés, née le 26/10/1987 à Arlon (Belgique), demeurant professionnellement au 15, Quartier de l'Eglise, L-4987 Sanem (Luxembourg).
3. A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes: "FISCONSULT S.A.", ayant son siège social à L- 1630 Luxembourg, 56, rue Glesener, RCS Luxembourg B 145.784.
4. L'adresse de la société est fixée à L-4987 Sanem, Quartier de l'Eglise 15.
5. La durée du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes sera de six années et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2019.
6. Le conseil d'administration est autorisé à déléguer les pouvoirs de gestion journalière conformément à l'article 12 des statuts.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: DE CARITAT, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 12/06/2013. Relation: EAC/2013/7451. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 12 juin 2013.

Référence de publication: 2013076544/214.

(130094299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Axbau S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4140 Esch-sur-Alzette, 33, rue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 167.612.

L'an deux mille douze, le dix-sept juillet;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Nuno Filipe GAMEIRO DOS SANTOS, administrateur de société, demeurant à F-54190 Villerupt (France), 2, rue des Merles.

Lequel comparant a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

- Que la société anonyme "AXBAU S.A.", établie et ayant son siège social à L-5887 Alzingen, 477, route de Thionville, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 167612, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 19 mars 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1081 du 27 avril 2012;

- Que le comparant est le seul actionnaire (l'"Actionnaire Unique") de la Société et qu'il a pris la résolution suivante:

Résolution

L'Actionnaire Unique décide de transférer le siège social à L-4140 Esch-sur-Alzette, 33, rue Victor Hugo, et de modifier subséquemment le premier alinéa de l'article 2 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2. Siège social. (premier alinéa).** Le siège social est établi à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg)."

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de huit cent cinquante euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au comparant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit comparant a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: N. F. GAMEIRO DOS SANTOS, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 juillet 2012. AC/2012/34318. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 14 février 2013.

Référence de publication: 2013076868/35.

(130095622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2013.

Capital North Africa Venture Fund II SICAV-SIF S.C.A., Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 177.859.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-eighth day of May.

Before us Maître Jean-Paul MEYERS, civil law notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. "Capital Invest International S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, in process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register, here represented by Patrick Gwénolé LESTIENNE, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given in Casablanca, Morocco, and

2. "Capital Invest S.A.", a company governed by the laws of the kingdom of Morocco, registered with Trade Registry (Registre du commerce) of Casablanca under the number 100945, having its registered office at 30, boulevard Moulay Youssef, here represented by Patrick Gwénolé LESTIENNE, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given in Casablanca, Morocco.

The said proxies, signed by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they are acting, have requested the notary to record as follows the articles of association of an investment company with variable capital - specialized investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) under the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) which they declare to organize as follows.

I. Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. Form, Name, Definitions.

1.1 There exists among the subscribers and all those who may become owners of the shares of the Fund, hereafter issued, a Luxembourg corporate partnership in the form of a corporate partnership limited by shares ("société en commandite par actions") qualifying as an investment company with variable capital ("société d'investissement à capital variable") organized as a specialized investment fund ("fonds d'investissement spécialisé") under the name of "Capital North Africa Venture Fund II SICAV-SIF S.C.A." (the "Fund").

1.2 The Fund shall be governed by the law of February 13, 2007 relating to specialized investment funds, as amended (the "2007 Act"), the law of August 10, 1915 relating to commercial companies, as amended (the "1915 Act") as well as by these articles of association (the "Articles"). The Fund has issued a private placement memorandum, as may be amended from time to time, and a shareholders agreement, as may be amended from time to time (the "Shareholders Agreement"; and with the private placement memorandum, the "Issuing Documents").

1.3 As used herein, the following terms shall have the following meanings:

"Capital Commitment" means the aggregate commitment of a shareholder to subscribe for shares of the Fund and to pay them in within the time limits and under the terms and conditions set forth in the Issuing Documents and the Subscription Agreement entered into by the relevant shareholder.

"CSSF" means the Commission de Surveillance du Secteur Financier (Luxembourg Supervisory Authority of the Financial Sector), the financial regulatory authority of the Grand Duchy of Luxembourg.

"Commitment Period" means the period from the Initial Closing to the Expiration Date.

"Expiration Date" means the earlier of (a) the fourth (4th) anniversary of the Initial Closing and (b) the date when at least seventy-five percent (75%) of the aggregate Capital Commitments have been invested or are subject to a legally binding agreement to invest, as this date may be extended for an additional year upon approval by the General Partner and a vote of sixty-six and two thirds percent (66 2/3rd %) in Capital Commitment of the Class A Shareholders.

"Majority (or other specified percentage) in Shares" means a majority (or other specified percentage) in shares of the shareholders entitled to vote (other than Defaulting Shareholders which shall, in accordance with article 8 hereof, abstain from voting at any general meeting of the shareholders), at any time.

"Majority (or other specified percentage) in Capital Commitments" means a majority (or other specified percentage) in Capital Commitments of the shareholders (other than Defaulting Shareholders), at any time.

"Subscription Agreement" means each of the several subscription agreements between the Fund and the Class A Shareholders, Class B Shareholder and/or the Class C Shareholder.

1.4 All capital terms not expressly defined herein, shall have the meaning ascribed to them in the Shareholders Agreement.

Art. 2. Duration. The Fund is established for a duration of ten (10) years from the date of the Initial Closing. The term of the Fund may be extended for up to two additional one-year periods at the discretion of the General Partner with the consent of seventy-five percent (75%) in Capital Commitments of the Class A Shareholders given at a general meeting of the shareholders.

Art. 3. Object.

3.1 The purpose of the Fund is to generate value for the shareholders by investing the funds available in companies located in north Africa in assets and financial instruments authorized by the 2007 Act with the aim of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets pursuant to and in accordance with the Investment Guidelines as further disclosed in the Shareholders Agreement.

3.2 Subject to the terms of the Shareholders Agreement, the Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted under the 2007 Act.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Fund is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the General Partner.

4.2 In the event that the General Partner determines that extraordinary political, military, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Fund at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Fund which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

II. Share capital - Shares

Art. 5. Share capital.

5.1 The share capital of the Fund shall be represented by fully paid up shares of no nominal value and, due to the fact that the Fund has a variable capital, its capital shall at any time be equal to the Fund Net Asset Value. It shall vary, without any amendment of the Articles, as a result of the Fund issuing new shares or redeeming its shares.

5.2 The minimum capital of the Fund shall be one million two hundred fifty thousand euro (EUR 1,250,000). The Fund shall be required to reach this level of minimum capital within twelve (12) months of the date on which the Fund has been registered as a specialized investment fund under the 2007 Act on the official list of Luxembourg specialized investment funds and, thereafter, may not be less than such amount.

5.3 The share capital of the Fund shall be represented by different classes of shares, all of which shall be subscribed by limited shareholders (associé commanditaires) (each a "Limited Shareholder"), save the management share issued to the General Partner (associé commandite) in its capacity as sole unlimited shareholder (associé gérant commandite).

5.4 Initially the share capital of the Fund shall consist of the three (3) following classes of shares:

(i) class A shares to be issued from time to time to well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2007 Act as Limited Shareholders, it being provided that neither the General Partner nor any of its Affiliates will hold any class A shares (the "Class A Shareholders");

(ii) one class B share being the management share which will be issued to the General Partner as unlimited shareholder (associé gérant commandité) (the "Class B Share"); and

(iii) class C shares to be issued from time to time to well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2007 Act as Limited Shareholders (the "Class C Shareholder").

5.5 The initial share capital of the Fund is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000), fully paid-up, divided into the following classes of shares:

(i) one (1) class B share subscribed by the General Partner; and

(ii) thirty-thousand nine hundred ninety-nine (30,999) class C shares subscribed by the Class C Shareholder.

5.6 In case of an opt-out granted pursuant to article 9 hereof, the Fund may, subject to the conditions set out in the Shareholders Agreement, create within the Class A Shares different sub-class of shares (all such then existing sub-classes of shares together with the class A shares, the class B shares and the class C shares the "Classes of Shares" and each a "Class of Share"), each one corresponding to a distinct part of the Fund's assets, tracking the performance and returns of Portfolio Investment(s) acquired with the proceeds of the Capital Contribution for the shares issued in that sub-class. In such event, unless otherwise determined by the General Partner, the first sub-class of shares created by the Fund shall be denominated "sub-class A1 shares", the second sub-class of shares shall be denominated "sub-class A2 shares", and so forth. Should the Fund resolve to issue additional sub-class(es) of shares, the Issuing Documents will be updated accordingly. For the avoidance of doubt, the creation of an such sub-class of shares shall not be subject to any diversification rule which shall remain at any time at the Fund level as a whole.

5.7 The rights and obligations attached to the Classes of Shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the law, these Articles and the Shareholders Agreement.

Art. 6. Form of shares, Share register.

6.1 The Fund shall issue shares in registered form only.

6.2 All issued registered shares of the Fund shall be registered in the share register which shall be kept by the Fund or by one or more persons designated thereto by the Fund, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number of registered shares held by him and the amount paid up on each fractional share. Upon the request of a Class A Shareholder, the General Partner shall provide such Class A Shareholder with a copy of the Fund's share register.

6.3 The inscription of the shareholder's name in the share register evidences his right of ownership on such registered shares. The Fund shall normally not issue certificates for such inscription, but each shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

6.4 Any transfer of registered shares shall be effected by a written declaration of transfer to be inscribed in the share register, dated and signed manually or electronically by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Subject to the provisions of this article 6.4 and article 11 hereof, any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by the General Partner or any officer of the Fund or by any other person duly authorized thereto by the General Partner.

6.5 Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered in the shareholders register.

6.6 In the event that a shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the share register and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or such other address as may be so entered into by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered in the share register by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the Fund from time to time.

6.7 The Fund recognizes only one owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such shares(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) must appoint a sole attorney to represent such shareholding in dealings with the Fund. The failure to appoint such attorney shall result in a suspension of all rights attached to such shares(s). Moreover, in the case of joint shareholders, the Fund reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Fund may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

6.8 The Fund may decide to issue fractional shares, up to three decimal places. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

6.9 Payments of dividends, if any, will be made to shareholders by bank transfer or by cheque sent to their mandated addresses in the share register.

Art. 7. Issue of shares.

7.1 The General Partner is authorized from time to time as provided by these Articles and the Shareholders Agreement to (i) issue and allot such shares as fully paid up shares to the shareholders upon payment of their Capital Contribution, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued and (ii) create at any time different sub-classes of shares without the approval of the shareholders in the circumstances set out under the Shareholders' Agreement.

7.2 With the exclusion of the class B share reserved to the General Partner, shares are exclusively reserved for subscription by well-informed investors within the meaning set forth in article 2 of the 2007 Act.

7.3 The General Partner may impose conditions on the issue of shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the General Partner may determine to be appropriate) and may fix a minimum Capital Commitment, accept or reject (partially or totally) any request for subscription of shares. Any conditions to which the issue of shares may be submitted shall be detailed in the Shareholders Agreement.

7.4 Potential shareholders shall be proposed to commit to subscribe to shares on one or more dates or periods as determined by the General Partner, from which the date of the initial closing shall be determined by the General Partner subject to the terms of the Shareholders Agreement (the "Initial Closing").

7.5 The General Partner may, in its sole discretion accept one or more additional shareholders to the Fund or permit any existing shareholder to increase its Capital Commitment to the Fund at one or more subsequent closings occurring after the Initial Closing, provided further that no subsequent closing shall occur twelve (12) months after the Initial Closing date (each a "Subsequent Closing" and the last such closing date being the "Final Closing"). Each shareholder that is admitted or increases its Capital Commitment at a Subsequent Closing shall make a Capital Contribution to the Fund at such Subsequent Closing equal to its pro rata share of the aggregate amount of Capital Contributions previously contributed by shareholders for the making of any Portfolio Investment then still held by the Fund and for fund expenses (including the Management Fee), plus an additional amount on each portion of such Capital Contribution relating to a previous contribution at EURIBOR plus two percent (2%) from the date of each such previous contribution to the date of the participating shareholder's first Capital Contribution, prorated based upon the actual number of days elapsed in such period over a 365-day year and/or for other fees and expenses as set out in the Shareholders' Agreement. By exception to the foregoing, shares of each class issued during the Initial Closing will be offered at an initial subscription price as fixed by the General Partner as detailed in the Issuing Documents.

7.6 Subject to the terms of the Shareholders Agreement, during the Commitment Period each shareholder shall make contributions to the capital of the Fund in cash from time to time following the receipt of a payment notice delivered by the General Partner including the payment date (but in no event prior to the Initial Closing, payable in euro, in installments on any date on which shareholders are required to make Capital Contributions (including for the payment of management

fee)) in accordance with the terms of its application form, subscription document or agreement or commitment to the Fund, pro rata share of the aggregate Capital Commitment amount to be contributed by all shareholders for the concerned Portfolio Investments and related Fund expenses, organizational expenses, all further set out in the Shareholders Agreement.

7.7 Shares shall be allotted only upon acceptance of the subscription and payment of the issue price. The issue price must be received before the issue of shares. The payment will be made under the conditions and within the time limits as determined by the General Partner.

7.8 The Class C Shareholder shall make Capital Contributions to the Fund pro rata to the class A shares on the basis that the Capital Commitment of the Class C Shares shall at all times amount to at least one percent (1%) of the aggregate Capital Commitment of the Fund.

7.9 The General Partner may delegate to any duly authorized director, manager, officer or to any other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of any shares to be issued and to deliver them.

7.10 After the Expiration Date, Shareholders will be released from any further obligation with respect to Capital Contributions to the Fund, except: (i) to the extent necessary to pay Fund Expenses for the term of the Fund (including the Management Fee); (ii) to complete investments for which the Fund has made a legally binding commitment prior to the Expiration Date; and (iii) to fund Follow-On Investments in accordance with the Shareholders Agreement.

Art. 8. Restrictions on ownership of shares, Defaulting Shareholders.

8.1 The Fund may restrict or prevent the ownership of shares in the Fund by any person, firm or corporate body, namely any person ceasing to be or being found not being a well-informed investor within the meaning of article 2 of the 2007 Act, any person in breach of any law or requirement of any country or governmental authority and any person which is not qualified to hold such shares by virtue of such law or requirement or if in the opinion of the Fund such holding may be detrimental to the Fund or if the holding of shares by such person results in a breach of law or regulations whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Fund may become subject to laws (including without limitation tax laws) other than those of the Grand Duchy of Luxembourg.

8.2 The failure of an investor or shareholder to make, within a specified period of time determined by the General Partner, any required contributions or certain other payments to the Fund, in accordance with the terms of its application form, subscription document, the Shareholders Agreement or agreement or commitment to the Fund (a "Defaulting Shareholder"), will cause the Fund to impose the remedies and courses of action with regard to such a Defaulting Shareholder as determined in and subject to the terms of the Shareholders Agreement, including without limitation:

- (i) charging expenses related to the default and an additional amount on the unpaid balance of any such defaulted Capital Contributions or other payment at EURIBOR plus two percent (2%);
- (ii) the prohibition to such Defaulting Shareholder from participating in any advisory committee's or shareholders votes, consents or decisions to be made by or in respect of the Fund and to make any further Capital Contribution;
- (iii) the exclusion of such Defaulting Shareholder to receive any distributions or dividends from the Fund;
- (iv) cause the shares of the Defaulting Shareholder to be entirely forfeited by an immediate pro rata transfer and allocation of all such shares to the non-defaulting shareholders;
- (v) the right of the Fund to commence legal proceedings;
- (vi) the right of the Fund to offer the whole or part of the shares of the Defaulting Shareholder to such person as the Fund shall determine;
- (vii) deduct and retain from any distributions due to the Defaulting Shareholder any of the above due amount.

Art. 9. Excused Shareholder.

9.1 A Class A Shareholder will be excused from making a contribution to the capital of the Fund, or shall be entitled to a return of Capital Contributions previously made to the Fund, in each case in respect of an investment in a particular Portfolio Company, in the event that the concerned Class A Shareholder (the "Excused Shareholder") (i) notifies to the General Partner the exercise of any opt-out right granted in accordance with the Shareholders Agreement and (ii) ensures that the General Partner receives, no more than five (5) business days after delivery of the relevant payment notice, all certifications and/or legal opinions required to be provided by the Excused Shareholder related to any such opt-out.

9.2 In the event an Excused Shareholder exercises any opt-out right pursuant to the Shareholders Agreement:

(i) The General Partner shall create a different sub-class of shares in compliance with article 5.6 hereof and adjust the Capital Contributions of each Limited Shareholder for subsequent Portfolio Investments to be based on relative Unpaid Capital Commitments to ensure that the Excused Shareholder increases its participation pursuant to its Pro Rata Share in the subsequent Portfolio Investments compared to the other Limited Shareholders (other than in future Portfolio Investments for which such Excused Shareholder opts out pursuant to this Articles and the Shareholders Agreement) corresponding to its non-participation in each Portfolio Investment from which it has opted out;

(ii) The Excused Shareholder shall not be allocated or be entitled to receive any distribution of investment proceeds in respect of any Portfolio Investment in which it does not participate (or the proportion in respect of which it does not participate);

(iii) The distributions pursuant to article 30 hereof in respect of a Portfolio Investment from which a Limited Shareholder has opted out shall be determined and applied in respect of the Excused Shareholder as if it had participated in a separate vehicle which had not made such Portfolio Investment; and

(iv) The General Partner may require each Limited Shareholder that is not opting out of the concerned Portfolio Investment to make up the shortfall caused by the Excused Shareholder by making an additional Capital Contribution in the same proportion that such Limited Shareholder's original drawdown amount bears to the total of all non-Excused Shareholder drawdown amounts. If any portion of the Excused Shareholder's Unpaid Capital Contribution remains outstanding, the General Partner will offer to each non-Excused Shareholder the right to increase further its Capital Contributions in the same proportion that such Shareholder's Capital Commitments to the Fund bears to the total of all non-Excused Shareholder Capital Commitments to the Fund. If any portion of the Excused Shareholder's Unpaid Capital Contribution remains outstanding, then the General Partner, in its sole discretion will offer to any non-Excused Shareholder the right to increase further its Capital Contributions or Capital Commitment to pay the outstanding amount. Any increase of Capital Contribution pursuant to this Article 9 hereof to make up the shortfall shall not exceed twenty percent (20%) of any non-Excused Shareholder's original drawdown amount. For the avoidance of doubt, a shareholder shall in no event be required to make a Capital Contribution to the Fund on any date pursuant to this paragraph (iv) in an amount greater than its Unpaid Capital Commitment as of such date.

Art. 10. Redemption of shares.

10.1 The Fund being a closed-ended company, it does not redeem its shares upon the request of the shareholders. However, shares held by Limited Shareholders may be compulsorily redeemed whenever the General Partner considers this to be in the best interest of the Fund, subject to the terms and conditions set forth by law, these Articles and the Shareholders Agreement. In particular, shares may be compulsorily redeemed at the option of the General Partner, on a pro rata basis among existing shareholders, in order to distribute to the shareholders upon the disposal of a Portfolio Investment by the Fund any investment proceeds from such disposal. Shares of a Defaulting Shareholder can also be redeemed in accordance with the provisions set out in the Shareholders Agreement.

10.2 Any taxes, commissions and other fees incurred in connection with the redemption proceeds (including those taxes, commissions and fees incurred in any country in which shares are sold) will be charged by way of a reduction to any redemption proceeds. Shares repurchased by the Fund may not be reissued and shall be cancelled in conformity with applicable law.

Art. 11. Transfer of shares.

11.1 The class B shares may not be transferred except to a new general partner designated in the case of replacement of the General Partner in accordance with article 14 hereof.

11.2 A Class A Shareholder may not assign or otherwise transfer its shares in whole or in part to any person, nor may it withdraw from the Fund or withdraw any amount from the Fund, unless (i) the prior written consent of the General Partner is obtained, such consent not to be unreasonably withheld, and any other requirements set forth in the Issuing Documents are fully satisfied, (ii) the Class A Shareholder has first offered its shares without restrictions to the existing shareholders initially pro rata and thereafter, if any Shares are remaining after such offer, to any existing shareholder who desires to purchase such Shares, provided that this obligation to first offer Shares to existing shareholders shall not apply in the event that a Class A Shareholder transfers its Shares to an assignee that is a Shareholder Affiliate of such Class A Shareholder, (iii) such transfer is entered in the register of shares, (iv) the transfer is made in accordance with any applicable laws, the Articles and the Shareholders Agreement (v) the transferee fully and completely assumes in writing prior to the assignment or otherwise transfer, all outstanding obligations of the seller under the application form, subscription document or agreement or commitment to the Fund entered into by the seller, (vi) the transferee agrees to become a party to the Issuing Documents and executes such further documents as may be necessary to make it a party to the Issuing Documents.

11.3 The Class C Shareholder shall only have the right to assign, pledge or otherwise transfer its interest as the Class C Shareholder and to withdraw from the Fund with the consent of seventy-five percent (75%) in Capital Commitments of the Class A Shareholders given at a general meeting and subject to any additional conditions set out in the Shareholders Agreement, provided that without the consent of the Class A Shareholders, the Class C Shareholder may, at the Class C Shareholder's expense, be reconstituted as or converted into a corporation or other form of entity (any such reconstituted or converted entity being deemed to be the Class C Shareholder for all purposes hereof) by merger, consolidation or otherwise, provided further that any such reconstitution or conversion will not have a material adverse effect on the Fund and will not result in the Key Persons owning less than fifty-one percent (51%) of the voting rights in the Class C Shareholder.

Art. 12. Calculation of the Net Asset Value.

12.1 The net asset value of the Fund per share of each Class of Shares (the "Net Asset Value") results from dividing the total net assets of the Fund attributable to each Class of Shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities (each determined in accordance with the principles of IFRS) on such days as decided by the General Partner, by the number of shares in the relevant Class of Shares.

12.2 The total net assets of the Fund are expressed in euro.

12.3 The assets of the Fund shall include:

- (i) all cash in hand, receivable or on deposit, including any interest accrued thereon;
- (ii) all bills and notes payable on demand and any account due (including the proceeds of securities sold but not delivered);
- (iii) all securities, shares, bonds, time notes, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants and other securities, money market instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund;
- (iv) all interest accrued on any interest-bearing assets, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- (v) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;
- (vi) the preliminary expenses of the Fund, including the cost of issuing and distributing shares of the Fund, insofar as the same have not been written off and insofar the Fund shall be reimbursed for the same.
- (vii) the liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Fund has an open position in; and
- (viii) all other assets of any kind and nature, including expenses paid in advance.

12.4 The liabilities of the Fund shall include:

- (i) all loans, bills and accounts payable
- (ii) all accrued interest on loans (including accrued fees for commitment for such loans);
- (iii) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory and management fees, including incentive fees, depositary fees, and corporate agents' fees);
- (iv) all known liabilities, present or future, including all matured contractual obligations for payment of money or, including the amount of any unpaid distributions declared by the Fund;
- (v) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the calculation day, as determined from time to time by the Fund, and other reserves (if any) authorized and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund;
- (vi) all other liabilities of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles.

12.5 Determinations of Net Asset Value of the Fund and valuations of the Fund's securities and assets will be conducted by the General Partner (or a person designated by the General Partner) (a) semi-annually and (b) otherwise as necessary or appropriate, based on the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines (the "IPEV Guidelines"). Each such valuation shall be subject to the review of the Advisory Committee. In the event that the Advisory Committee does not agree with the valuation of the Fund's assets by the General Partner, an independent expert acceptable to the General Partner and the Advisory Committee shall be appointed to determine such valuation. Each of the Fund and the General Partner shall use all reasonable efforts to ensure that such independent expert is able to render its valuation within ninety (90) days of its appointment. The valuation of any independent expert so appointed shall be binding on the Fund, the General Partner and the Shareholders.

12.6 The valuation methods of the Fund's Portfolio Investments shall be as set forth in paragraph 12.7, which valuation methods are based on the IPEV Guidelines. Reports to Shareholders shall be provided as set forth in the Shareholders Agreement in line with the IPEV Guidelines. Any deviation from the Valuation Guidelines shall be approved by the Advisory Committee by a vote of its members representing at least seventy-five percent (75%) of the aggregate Capital Commitments of the Class A Shareholders represented on the Advisory Committee and entitled to vote on the relevant decision.

12.7 The General Partner will exercise judgment in selecting the appropriate valuation methodology for each investment, applied consistently from period to period, except where a change would result in better estimates of fair value. The value of such assets shall be determined as follows:

(i) Quoted equity investments

In respect of actively publicly-traded investments the fair value shall be determined by the bid price on the reporting date of such investment as is readily and regularly available from an exchange, dealer, broker, industry group, pricing service or regulatory agency.

(ii) Unquoted equity investments

In respect of unquoted investments the fair value shall be determined using the most appropriate methodology from the following:

(a) Price of recent investment

- where the investment being valued was itself made recently, its cost will generally provide a good indication of the fair value. Where there has been any recent investment in the Portfolio Company, the price of that investment will provide a basis for the valuation;

- the validity of a valuation obtained in this way is inevitably eroded over time, since the price at which the investment was made reflects the effects of conditions that existed when the transaction took place. The length of time for which it

would remain appropriate to use this methodology for a particular investment will depend on the specific circumstances of the case, but a period of one year will be used as the starting position; and

- in a dynamic environment, changes in market conditions, the passage of time itself and other factors will act to diminish the appropriateness of this methodology as a means of estimating value at subsequent dates. During the limited period following the date of the relevant transaction, the General Partner will assess whether changes or events subsequent to the relevant transaction would imply a change in the investment's fair value.

(b) Earnings multiple

- this methodology involves the application of an earnings multiple to the earnings of the business being valued in order to derive the value of the business. It is likely to be appropriate for an investment in an established business with an identifiable stream of continuing earnings that can be considered maintainable;

- the General Partner will derive the appropriate multiple by reference to market-based multiples, reflected in market valuations of quoted companies or the price at which companies have changed ownership. This market-based approach presumes that the competitor companies are correctly valued by the market; and

- where market-based multiples are used, the aim is to identify companies that are similar in terms of risk attributes and earnings growth prospects to the entity being valued. The earnings multiple for each competitor will be adjusted for points of difference between the competitor and the entity being valued. These points of difference will be considered and assessed by reference to the two key variables of risk and earnings growth prospects which underpin the earnings multiple.

(c) Net assets

- this method is likely to be appropriate for a business whose value derives mainly from the underlying value of its assets rather than its earnings. This method may also be appropriate for a business that is not making an adequate return on assets for which a greater value can be realized by liquidating the business and selling its assets. This method is particularly relevant in the specific context of the Region given the importance granted to the value of real estate assets in the valuation of companies, even when their core activities are not tied to real estate. This is especially true for companies which operate a network of retail stores. It may therefore be appropriate for the General Partner to use this method to value the fund's investments in loss-making entities or entities making only marginal levels of profits.

(d) Discounted cash flows or earnings

- This methodology involves deriving the value of the business by calculating the present value of expected future cash flows (or the present value of expected future earnings, as a surrogate for expected future cash flows). The cash flows and "terminal value" are those of the underlying business not those of the investment.

- The discounted cash flow ("DCF") technique is flexible in the sense that it can be applied to any stream of cash flows (or earnings). This flexibility enables the methodology to be applied in situations that other methodologies may be incapable of addressing.

- Due to the high level of subjectivity in selecting inputs for this technique, DCF-based valuations will only be used as a cross-check of values estimated under market-based methodologies or where all other methodologies render the resulting fair value insufficiently reliable.

(e) Put options

- In certain cases, the General Partner is able to negotiate put options guaranteeing a minimum return on its investment. Provided the put option is guaranteed by a highly creditworthy party (in terms of both integrity and financial base), the investment can be valued on the basis of the negotiated minimum exit price discounted at an appropriate discount rate.

(iii) Convertible debt instruments, options and warrants

In respect of convertible debt instruments, options and warrants the fair value will depend upon the likelihood of the rights being exercised. In assessing whether the rights are likely to be taken up, the General Partner will limit its consideration to a comparison of the value received from the exercising of the right against the cost of exercising. If the exercising of the right will result in a value enhancement, it is to be assumed that the rights will be exercised.

The estimation of fair value will be undertaken on the basis that all rights that result in a value enhancement, not just those of the Fund, will be exercised. The fair value estimation will also take into consideration those rights that occur automatically on certain events taking place, such as liquidation preferences on realization or ratchets based on value.

(iv) Debt instruments

In respect of debt instruments, the fair value will be face value of the instrument plus accrued interest unless redemption is seen to be compromised at which time a discount will be applied.

12.8 All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

12.9 In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the General Partner or by the corporate agent which the General Partner appoints for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Fund and present, past or future shareholders.

12.10 For the purposes of the Net Asset Value computation:

(i) shares of the Fund to be redeemed under article 10 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the General Partner on the relevant valuation time and from such time and until paid by the Fund the price therefore shall be deemed to be a liability of the Fund;

(ii) shares to be issued by the Fund shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the valuation time, and from such time and until received by the Fund the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Fund;

(iii) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency in which the Net Asset Value is calculated shall be valued after taking into account the rate of exchange prevailing on the principal regulated market of each such asset on the dealing day preceding the valuation time.

12.11 Where on any valuation time the Fund has contracted to:

(i) purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Fund and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Fund;

(ii) sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Fund and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Fund;

(iii) provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such valuation time, then its value shall be estimated by the General Partner.

Art. 13. Frequency of the calculation of the Net Asset Value per share. The Net Asset Value of shares and the price for the issue, redemption of the shares shall be calculated from time to time by the General Partner or any agent appointed thereto by the General Partner, at the frequency set forth in the Shareholders Agreement but at least once per year.

III. Management

Art. 14. Determination and Power of the General Partner.

14.1 The Fund shall be managed to the fullest extent permitted by law by a manager who shall be the Luxembourg governed private limited liability company (société à responsabilité limitée) "Capital Invest International S.à r.l." in its capacity as sole unlimited shareholder (associé gérant commandite) (the "General Partner") and who shall be personally, jointly and severally liable with the Fund for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Fund.

14.2 The Limited Shareholders shall refrain from acting in a manner or capacity other than by exercising their rights as Limited Shareholders in accordance with the Shareholders Agreement and shall only be liable to the extent of their commitments made to the Fund. No Limited Shareholder shall have the right or power to participate in the management or affairs of the Fund, nor shall any Limited Shareholder have the power to sign for or bind the Fund. Except as provided by the 1915 Act or other applicable law, no Limited Shareholder shall have any personal liability whatsoever in its capacity as a Limited Shareholder, whether to the Fund, to any of the Shareholders, or to the creditors of the Fund, for the debts, liabilities, contracts, or other obligations of the Fund or for any losses of the Fund.

14.3 The General Partner, acting through its board of directors, is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Fund's interest which are not expressly reserved by the law or by these Articles to the general meeting of shareholders, each time in compliance with the investment objectives and strategy of the Fund and the provisions of the Shareholders Agreement.

14.4 The General Partner shall namely have the power as provided in these Articles, in its discretion, on behalf and in the name of the Fund, to carry out any and all of the objects and purposes of the Fund and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may in its sole discretion deem necessary or advisable or incidental thereto, all in accordance with and subject to the other terms of these Articles, the Shareholders Agreement. Except as otherwise expressly provided in these Articles and in the Shareholders Agreement, the General Partner has and shall have full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Fund, all rights and powers necessary or convenient to carry out the objects of the Fund.

14.5 Throughout the duration of the Fund, the General Partner shall receive an annual management fee in accordance with the provisions of the Shareholders Agreement.

Art. 15. Replacement of the General Partner.

15.1 Class A Shareholders representing ten percent (10%) of the aggregate Capital Commitments of Class A Shareholders shall be entitled to call, or require the General Partner to call, a general meeting of the Shareholders to initiate a vote for removal of the General Partner. Neither the General Partner nor any of its Affiliates shall participate in any vote for removal.

15.2 The General Partner may be removed without Cause, upon ninety (90) days advance notice, at any time following the Final Closing, by a vote at a general meeting of the Shareholders of at least sixty-six and two thirds percent (66 2/3%) in Capital Commitments of the Class A Shareholders, it being understood and agreed that the General Partner shall have no veto rights at such general meeting

15.3 In the event of a removal of the General Partner without Cause, the Class A Shareholders representing at least sixty-six and two-thirds percent (66 2/3%) in Shares of the votes validly cast at a general meeting of the Shareholders (with the Class A Shareholders that are Affiliates of the General Partner, the Class B Shareholder, the Class C Shareholder

abstaining from voting) shall be entitled to (i) appoint a replacement general partner or (ii) dissolve and commence the winding-up and liquidation of the Fund effective as of a date not less than ninety (90) days from the date the Class A Shareholders provide notice to the General Partner of such dissolution. After removal and prior to the CSSF's approval of a replacement general partner, the removed General Partner will only be authorized to carry out administration tasks and take decisions for the purpose of protecting the interest of the Fund, each such decision being subject to the approval of the Advisory Committee by a vote of its members representing more than sixty-six and two-thirds percent (66 2/3%) of the aggregate Capital Commitments of the Class A Shareholders represented on the Advisory Committee and entitled to vote on the relevant decision. During this time, the removed General Partner will receive compensation equal to fifty percent (50%) of the Management Fee payable to the removed General Partner immediately prior to removal. If the CSSF does not approve a replacement general partner within ninety (90) days from the date the Class A Shareholders provide notice to the General Partner of removal, then the Fund will be put into liquidation by a resolution of the Shareholders. In the event of the appointment of a replacement general partner and approval of such replacement by the CSSF, the outgoing General Partner shall be required to sell to the replacement general partner its Class B Share at its issue price. In addition, the Class C Shareholder shall no longer be required to make Capital Contributions to the Fund, but the Class C Shareholder will remain entitled to receive (i) any reimbursements of expenses due and owing to it or to the General Partner or any of its Affiliates by the Fund and (ii) its Vested Percentage (as set forth in the Shareholders Agreement), as of the date of removal, of all distributions of Carried Interest (calculated on an aggregate basis with respect to Portfolio Investments made before the date of removal of the General Partner). The Class C Shareholder's Vested Percentage shall be payable at the date of Disposition of the relevant Portfolio Investment pursuant to article 30 hereof and the Shareholders Agreement.

15.4 The General Partner may be removed for Cause by a vote at a general meeting of the shareholders of more than fifty percent (50%) in Capital Commitments of the Class A Shareholders, it being understood and agreed that the General Partner shall have no veto rights at such general meeting.

15.5 In the event of a removal of the General Partner for Cause, (i) the Commitment Period, if ongoing, will automatically be suspended and (ii) the Class A Shareholders representing at least sixty-six and two-thirds percent (66 and 2/3%) in Shares of the votes validly cast at a general meeting of the shareholders (with the Class A Shareholders that are Affiliates of the General Partner, the Class B Shareholder, the Class C Shareholder abstaining from voting) will be entitled to (i) appoint a replacement general partner or (ii) dissolve and commence the winding-up and liquidation of the Fund. After removal and prior to the CSSF's approval of a replacement general partner, the removed General Partner will only be authorized to carry out administration tasks and take decisions for the purpose of protecting the interest of the Fund, each such decision being subject to the approval of the Advisory Committee by a vote of its members representing more than sixty-six and two-thirds percent (66 2/3%) of the aggregate Capital Commitments of the Class A Shareholders represented on the Advisory Committee and entitled to vote on the relevant decision. During this time, the removed General Partner will receive compensation equal to fifty percent (50%) of the Management Fee payable to the removed General Partner immediately prior to removal. If the CSSF does not approve a replacement general partner within ninety (90) days from the date the Class A Shareholders provide notice to the General Partner of removal, then the Fund will be put into liquidation by a resolution of the Shareholders. In the event of the appointment of a replacement general partner and approval of such replacement by the CSSF, the outgoing General Partner shall be required to sell to the replacement general partner all of the Class B Shares at their issue price. In addition, the Class C Shareholder shall be required to sell to the replacement general partner (or an affiliate, officer, director, manager or agent thereof) all of the Class C Shares at a price determined as the lesser of (i) all Capital Contributions made by the Class C Shareholder (minus distributions) and (ii) the net asset value of the Class C Shares as of the date of removal of the General Partner. For the avoidance of doubt, in no case shall the Class C Shareholder receive any Carried Interest including accrued but unpaid Carried Interest and any Carried Interest amounts still held in the Escrow Account as of the date of the General Partner's removal for Cause. For the further avoidance of doubt, the Maximum Clawback Obligation for which the initial Class C Shareholder shall be responsible shall be limited to the Carried Interest distributable to such initial Class C Shareholder. The Class C Shareholder, General Partner or any of its Affiliates will remain entitled to receive any reimbursements of expenses due and owing to it by the Fund.

15.6 For purposes of the foregoing, "Cause" shall mean in relation to the activities of the General Partner, any Key Person, any sub-advisor appointed by the General Partner pursuant to the Shareholders Agreement or any person to whom the General Partner has delegated its discretionary investment management authority and is acting under such delegated authority exclusively: (i) such activities that result in criminal conduct as determined by a criminal proceeding having proper jurisdiction in connection with the activities or business of the Fund; (ii) such activities that result in a material violation of any applicable law governing the offering of securities to the public or listed securities (including but not limited to the provisions relating to offerings contained in the laws implementing the prospectus directive, the 1915 Act and 2007 Act), which is not cured, if capable of being remedied, within thirty (30) days of notice of such material violation from the Advisory Committee; (iii) such activities that constitute gross negligence or willful misconduct by such person in each case in the performance of his obligations under these Articles or the Issuing Documents or any other fund-related agreement to which the General Partner is a party, which is not cured, if capable of being remedied, within thirty (30) days of notice of such activity from the Advisory Committee; (iv) such activities that constitute a material breach of these Articles or the Issuing Documents or any other fund-related agreement to which the General Partner is

a party which is not cured, if capable of being remedied, within thirty (30) days of notice of such material breach from the Advisory Committee; (v) such activities that constitute fraud, including for this item (v), by Affiliates of the General Partner which are corporate entities controlled by the General Partner or any of the Key Persons; (vi) insolvency, administration, involuntary reorganization or bankruptcy of the General Partner; (vii) proceeding which prohibits or prevents the General Partner from acting as associé gérant commandité in respect of the Fund, which is not cured, if capable of being remedied, within thirty (30) days of the inception of such proceeding; (viii) a Change of Control Event (as set forth in the Issuing Documents); and (ix) such time when (a) any two (2) of the Key Person no longer devotes the required business time as set forth in the Shareholders Agreement to the Fund other than due to death, permanent disability or incapacity and (b) such Key Person Event (as set forth in the Shareholders Agreement) is not cured by a vote of sixty-six and two-thirds percent (66 2/3)% in Capital Commitments of the Class A Shareholders to (A) approve one or more replacement individuals or (B) revoke the Suspension Period within one hundred and eighty (180) calendar days after the occurrence of such Key Person Event death, permanent disability or incapacity. For the avoidance of doubt, a vote at a general meeting of the Shareholders of more than sixty six and two-thirds percent (66 2/3%) in Capital Commitments of the Class A Shareholders shall determine whether a Cause Event that is capable of being cured as per this article 15.6 has been validly cured in accordance with this article 15.6.

15.7 The General Partner and its Affiliates shall not participate in any vote for removal of the General Partner pursuant to this article 15, and their respective Capital Commitments to, or Shares in, the Fund will not be taken into account for the purpose of the calculation of the majority requirements to remove the General Partner. The General Partner will not have any veto right in respect of the decision to remove the General Partner.

15.8 The change of general partner under this article 15 is as well subject to the following conditions and undertakings:

- (i) the replacement general partner shall first be approved by the CSSF;
- (ii) the replacement manager of the Fund shall be appointed by the shareholders in a general meeting of the shareholders with the general rule presence quorum and majority requirements set forth in article 28.4 (i) hereof, which shall substitute the General Partner as manager of the Fund by the accomplishment of any relevant and appropriate formalities, and which shall assume the General Partner's obligations as manager of the Fund;
- (iii) undertaking from the replacement general partner to accede to all application forms, subscription documents or agreements;
- (iv) the replacement general partner will have the right to cancel the Unpaid Capital Commitments of any Affiliates of the removed General Partner, both in the event of a removal of the General Partner without Cause or for Cause.

Art. 16. Corporate signature. Vis-à-vis third parties, the Fund is validly bound by the sole signature of the General Partner acting through one or more authorized signatories or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner as the General Partner shall determine in its discretion.

Art. 17. Delegation of powers.

17.1 The General Partner may from time to time appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Fund deems necessary for the operation and management of the Fund. Such appointments may be cancelled at any time by the General Partner. The officers need not be shareholders of the Fund. Unless otherwise stipulated by these Articles and the Shareholders Agreement, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the General Partner. The General Partner may furthermore appoint other agents, who need not to be members of the General Partner and who will have the powers determined by the General Partner.

17.2 The General Partner may create from time to time one or several committees composed of General Partner members and/or external persons and to which it may delegate powers and roles as appropriate.

Art. 18. Investment policies and Restrictions. The General Partner, based upon the principle of risk diversification will implement the investment policies and strategies of the Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Fund in accordance with the provisions of the Shareholders Agreement and in compliance with applicable laws and regulations.

Art. 19. Conflict of Interests.

19.1 In the event that any director or officer of the General Partner may have any personal interest in any transaction of the Fund or any Conflict of Interest, such director or officer shall make known to the General Partner such personal interest or Conflict of Interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of the shareholders of the Fund.

19.2 Notwithstanding the above, no contract or other transaction between the Fund and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any director or officer of the General Partner who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

19.3 "Conflicts of Interest" are defined to include (i) transactions between the Fund and a potential or existing Portfolio Company with which the General Partner or any Affiliate thereof has any prior or existing relationship, (ii) transactions between the General Partner and any Affiliate of the General Partner that are related to the operations of the Fund or (iii) transactions between the General Partner or any Affiliate of the General Partner and the Fund.

Art. 20. Investment Committee.

20.1 The Fund shall have an investment committee (the "Investment Committee") that shall act as necessary (through meetings, telephone conferences or actions in writing, as appropriate) to make recommendations to the General Partner regarding Portfolio Investments and Dispositions. The General Partner will not consider Portfolio Investments or Dispositions that have not been recommended by the Investment Committee.

20.2 The Investment Committee shall consist of up to five (5) voting members. Three (3) voting members will be nominated and appointed solely by the General Partner, and the General Partner shall provide notice to the shareholders of any resignation and replacement of such members. The remaining two (2) voting members will be independent of the General Partner and its Affiliates and will be nominated by the General Partner and shall be approved by the Advisory Committee by a vote of its members representing more than a Majority in Capital Commitments of the Class A Shareholders represented on the Advisory Committee and entitled to vote on the relevant decision. For the avoidance of doubt, no representative of a Class A Shareholder will be appointed to the Investment Committee.

20.3 The quorum for a meeting of the Investment Committee shall be at least four (4) members, including at least one member that is independent of the General Partner, provided that if any member of the Investment Committee cannot participate in a decision pursuant to clause 20.6 below, then a quorum shall be all non-conflicted members. Decisions as to the making of recommendations to the General Partner shall be by majority vote, including the positive vote of at least one of the independent members; provided that if any independent member of the Investment Committee cannot participate in a decision pursuant to clause 20.6 below, the General Partner may nominate an ad hoc independent member for the purpose of voting on such decision and such ad hoc member must be approved by the Advisory Committee by a vote of its members representing more than fifty percent (50%) of the aggregate Capital Commitments of the Class A Shareholders represented on the Advisory Committee and entitled to vote on the relevant decision; provided further that if any independent member of the Investment Committee ceases to be independent of the General Partner or any of its Affiliates, the General Partner shall promptly remove such member and shall nominate a replacement that shall be approved by the Advisory Committee by a vote of its members representing more than fifty percent (50%) of the aggregate Capital Commitments of the Class A Shareholders represented on the Advisory Committee and entitled to vote on the relevant decision.

20.4 Any member of the Investment Committee, to the exclusion of the independent members of the Investment Committee, who is unable to attend a meeting of the Investment Committee may grant in writing to another member of the Investment Committee such member's proxy to vote on any matter upon which action is taken at such meeting.

20.5 Any member of the Investment Committee may resign upon delivery of written notice from such member to the General Partner.

20.6 If a member of the Investment Committee believes, in his or her good faith judgment, that he or she has a potential or actual direct or indirect conflict of interest with respect to a matter to be resolved by the Investment Committee, such member will be recused from voting on such matter.

Art. 21. Advisory Committee.

21.1 The Fund shall have an advisory committee (the "Advisory Committee") that shall consist of a maximum of seven (7) members comprised of representatives of Class A Shareholders, who are independent of the General Partner and its Affiliates, selected and appointed by the General Partner in its sole discretion; provided that in principle no member of the Advisory Committee can represent more than one Class A Shareholder. For the avoidance of doubt, the General Partner or any of its Affiliates may attend the Advisory Committee meetings but may not vote on any matters requiring a vote by the Advisory Committee.

21.2 Subject to article 9 hereof, decisions of the Advisory Committee shall be based on the affirmative vote or written consent of a majority of its members, measured by the Capital Commitments of the Class A Shareholders represented on the Advisory Committee and entitled to vote on the relevant decision, except as otherwise set forth in the Shareholders Agreement.

21.3 The Advisory Committee will meet (through meetings, telephone conferences or actions in writing, as appropriate) as needed or as requested by the General Partner or any member of the Advisory Committee and, in any event, at least twice each year to (i) review the operating policy guidelines and budgeting matters of the Fund, (ii) review the status of Portfolio Investments; (iii) review any significant changes in the operations or staffing of the General Partner; (iv) review the valuation of the Portfolio Investments and any valuation changes; (v) approve as needed on any Conflicts of Interest; (vi) review any other matters presented by the General Partner to the Advisory Committee; (vii) provide feedback on the selection of the firm that will make an independent valuation of the Fund's exits and/or investments made by follow-on funds; (viii) provide feedback on the strategic direction of the Fund; (ix) approve a change in the auditors or the appointment of new auditors, and (x) approve on a case-by-case basis any exceptions from the investment guidelines of the Fund in accordance with the provisions of the Shareholders Agreement.

21.4 If a member of the Advisory Committee believes, in his or her good faith judgment, that he or she, or, to such member's actual knowledge, the Limited Shareholder(s) it represents, will obtain a direct and material financial benefit (for purposes of this article only, a "conflict") with respect to a matter to be resolved by vote of the Advisory Committee, such member will be obligated to (a) disclose the existence of such conflict to the other members of the Advisory Committee, or (b) if such member believes, in his or her good faith judgment, that any obligation of confidentiality with respect to such conflicting matter, or similar legal, ethical, privacy or prudential considerations, prevents or makes inappropriate such disclosure, recuse himself or herself from voting on such decision. Any member of the Advisory Committee may ask the Advisory Committee to consider whether another member of the Advisory Committee has a potential or actual conflict with respect to a matter to be resolved by the Advisory Committee. Unless otherwise determined by the Advisory Committee members representing sixty-six and two third percent (66 2/3%) vote of non-conflicted members of the Advisory Committee, such conflicted member may participate in the vote with respect to which the conflict exists. In case of such determination, the recused member of the Advisory Committee shall remain entitled to participate as an observer in Advisory Committee meetings related to such matter (provided that any confidential information discussed at such meeting, and provided by such member to his or her appointing Limited Shareholder, shall be managed by such Limited Shareholder on a need to know basis) and shall be counted towards a quorum of the Advisory Committee with respect to such matter.

21.5 The General Partner shall have an affirmative obligation to disclose all actual or potential Conflicts of Interest of which it is aware to the Advisory Committee, including without limitation, Conflicts of Interest arising in relation to any co-investment undertaken by the Fund, including without limitation, whereby a strategic co-investor would have preferential treatment over the Fund in respect of such co-investment, no transaction involving such a conflict of interest may be undertaken until approved by the Advisory Committee by a vote of its members representing at least sixty-six and two-thirds percent (66 2/3%) of the aggregate Capital Commitments of Class A Shareholders represented on the Advisory Committee and entitled to vote on the relevant decision; provided that transactions (i) between the Fund and Portfolio Companies owned by the General Partner or any Affiliate of the General Partner or (ii) between the Fund and Portfolio Companies owned by an investment vehicle managed by the General Partner or any Affiliate of the General Partner must be approved by the Advisory Committee by a vote of its members representing at least seventy-five percent (75%) of the aggregate Capital Commitments of Class A Shareholders represented on the Advisory Committee and entitled to vote on the relevant decision. Moreover, the terms of any such transaction must be on an arm's length basis and on economic terms that are materially no less favorable to the Fund or such Portfolio Company than would be obtained in a transaction with an unaffiliated party. Advisory Committee members representing more than fifty percent (50%) of the aggregate Capital Commitments of Class A Shareholders represented on the Advisory Committee and entitled to vote on the relevant decision may identify a Conflict of Interest of the General Partner for Advisory Committee consideration.

21.6 Any member of the Advisory Committee may resign upon delivery of written notice from such member to the General Partner, and shall be deemed removed if (i) the shareholder(s) that the member represents requests such removal in writing to the General Partner or (ii) the shareholder that the member represents becomes a Defaulting Shareholder.

21.7 No member of the Advisory Committee (or member of any other advisory committee of the Fund established by the General Partner from time to time) shall be liable to any other shareholder or the Fund for any reason, including for any mistake in judgment, for any action or inaction taken or omitted to be taken, or for any loss due to any mistake, action or inaction, provided that such Advisory Committee member acted in good faith. The participation by any shareholder who is a member of the Advisory Committee in the activities of the Advisory Committee shall not be construed to constitute participation by such Class A Shareholder in the control of the business of the Fund so as to make such Class A Shareholder liable as a manager for the debts and obligations of the Fund for purposes of the 1915 Act. The Advisory Committee members will not have any power or authority to act for or on behalf of the Fund and all investment decisions and management decisions will be taken by the General Partner. No Class A Shareholder who is a member of the Advisory Committee shall be deemed to be an Affiliate of the Fund or the General Partner solely by reason of such membership.

Art. 22. Indemnification.

22.1 To the fullest extent permitted by law and subject to the terms of the Shareholders Agreement, the Fund shall indemnify and hold harmless each of the officers and agents of the Fund, the General Partner and its Affiliates and their respective members, partners, officers, directors, shareholders, agents, employees and other related parties and members of the Investment Committee (each, an "Indemnified Party"), from and against any and all claims, liabilities, damages, losses, costs and expenses (including amounts paid in satisfaction of judgments, in compromises and settlements, as fines and penalties and legal or other costs and reasonable expenses of investigating or defending against any claim or alleged claim) of any nature whatsoever, known or unknown, liquidated or unliquidated, that are incurred by any Indemnified Party and arise out of or in connection with the affairs of the Fund, including acting as a director or the equivalent of a Portfolio Company or former Portfolio Company or the performance by such Indemnified Party of any of the General Partner's responsibilities hereunder or otherwise in connection with the matters contemplated herein or therein; provided that an Indemnified Party shall be entitled to indemnification hereunder only to the extent that such Indemnified Party's conduct did not constitute fraud, willful misconduct, the commission of a felony, a breach of fiduciary duty, a willful material breach of these Articles or the Issuing Documents, or gross negligence by such Indemnified Party. The termination of any proceeding by settlement, judgment, or order, shall not, of itself, create a presumption that such Indemnified Party's conduct

constituted fraud, willful misconduct, the commission of a felony, a breach of fiduciary duty, a willful material breach of these Articles or the Issuing Documents, or gross negligence, so long as such settlement, judgment, or order does not establish fraud, willful misconduct, the commission of a felony, a breach of fiduciary duty, a willful material breach of these Articles or the Issuing Documents, or gross negligence on the part of the Indemnified Party. The satisfaction of any indemnification and any holding harmless under these Articles or the Issuing Documents shall be from and limited to the Fund's assets, and no shareholder shall have any personal liability on account thereof beyond the lesser of (i) the amount of its Unpaid Capital Commitment and (ii) an amount equal to twenty-five percent (25%) of its Capital Commitment

22.2 The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which any officer may be entitled, especially those further disclosed in the Issuing Documents.

Art. 23. Auditor.

23.1 The accounting data related in the annual report of the Fund shall be examined by a qualified independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of shareholders, subject to the approval of at least sixty-six and two-thirds percent (66 2/3%) in Shares of the Class A Shareholder votes validly cast at a general meeting, and are remunerated by the Fund.

23.2 The auditor shall fulfill the duties prescribed by the 2007 Act.

IV. General Meetings of shareholders

Art. 24. Powers.

24.1 Any regularly constituted meeting of shareholders of the Fund shall represent the entire body of shareholders of the Fund.

24.2 The general meeting of shareholders shall deliberate only on the matters which are not reserved to the General Partner by the Articles or by the law.

Art. 25. Annual general meetings of shareholders.

25.1 The annual general meeting shall be held at the registered office of the Fund or at such other place as specified in the notice of meeting, on the on the third Tuesday of November of each year at 10 a.m. CET. If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg.

25.2 The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the General Partner, exceptional circumstances beyond the scope of the Fund 's or of its shareholders' control will so require.

Art. 26. Other general meetings of shareholders.

26.1 The General Partner may convene other general meetings of shareholders and shareholders representing at least five percent (5%) of the share capital may also request the General Partner to call a general meeting of shareholders. Such other general meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of the meeting.

26.2 Except as otherwise provided in these Articles, the notices and quorum rules required by the law shall apply with respect to the meetings of shareholders of the Fund, as well as with respect to the conduct of such meetings.

Art. 27. Proceedings.

27.1 The general meetings of shareholders shall be convened by the General Partner pursuant to a convening notice served by registered letter at least fifteen (15) Business Days in anticipation of such meeting to each shareholder. Such notice must include the date and location of the proposed meeting as well as the topics of the agenda. If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of the meeting.

27.2 The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters. One or more shareholders representing at least one tenth (1/10th) of the subscribed capital may require the entry of one or more items on the agenda of any general meeting of the shareholders in which instance the General Partner may prepare a supplementary agenda; this request must be addressed to the Fund at least five (5) business days before the relevant general meeting or any other period as may be indicated in the convening notice by the General Partner.

27.3 All shareholders are entitled to attend and speak at all general meetings of shareholders. A shareholder may act at any general meeting by appointing another person, whether a shareholder or not, as his proxy in writing whether in original or by telefax, cable, telegram or telex.

27.4 All general meetings of the shareholders shall be chaired by the General Partner or by any person designated by the General Partner and the chairperson shall not have a second or casting vote on any matter in respect of which equal votes are cast by the shareholders. The chairman of the general meeting of the shareholders shall appoint a secretary. The general meeting of the shareholders shall elect one scrutineer to be chosen from the shareholders present or represented.

27.5 The minutes of the general meeting of the shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary and the scrutineer. The General Partner shall cause minutes of any meeting of the shareholders to be recorded and circulated to all shareholders within fourteen (14) days of the relevant meeting. Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the General Partner.

Art. 28. Vote.

28.1 Each share is entitled to one vote.

28.2 Except as otherwise required by the law or by these Articles, in order to hold a valid meeting (for annual general meetings of shareholders as well as for other general meetings of shareholders), shareholders representing at least fifty percent (50%) in Shares of the issued capital of the Fund must be present or represented and the agenda indicating the proposed amendments to the Articles and, where applicable, the text of those which concern the object or the form of the Fund. If such quorum is not present in the first attempt to hold the meeting, the General Partner shall serve to each shareholder a second convening notice twenty-four (24) hours later by registered letter for a new meeting to be held after at least fifteen (15) Business Days in advance and the meeting will be validly constituted regardless of the proportion of the capital present or represented.

28.3 Except as otherwise required by law or the Shareholders Agreement, all decisions requiring an ordinary resolution shall be adopted by a Majority in Shares of the shareholders.

28.4 However, resolutions relating to the amendment of the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles as required by the 1915 Act shall be adopted (i) as a general rule by sixty-six and two-thirds percent (66 2/3%) in Shares of the votes validly cast by the shareholders (except for decisions requiring a higher majority requirement pursuant to the Articles or the Issuing Documents), subject to a quorum of fifty percent (50%) of the Shares being present or represented at such meeting and the agenda indicating the proposed amendments to the Articles and, where applicable, the text of those which concern the object or the form of the Fund or if this quorum is not reached at the first general meeting of shareholders, by sixty-six and two-thirds percent (66 and 2/3%) in Shares of the votes validly cast at the second general meeting of shareholders in respect of which no quorum shall apply, or (ii) if otherwise provided for in these Articles or the Shareholders Agreement, by such other percentage as specified respectively in these Articles or the Shareholders Agreement. Votes not cast by shareholders, votes of shareholders who have abstained from voting, votes which are considered void and votes which give no indication as to whether the shareholders voted for or against the resolution are to be excluded from the majority computation.

28.5 The shareholders may vote by correspondence in writing (by way of a ballot sheet) on resolutions submitted to the general meeting of shareholders. These ballot sheets contain the date and place of the meeting, the agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each proposed resolution, three boxes allowing the shareholders to vote in favor, against or abstain from voting on each proposed resolution, the indication of the shares for which the shareholder will exercise such right. The ballot sheets must be sent by the shareholders by mail, telegram, telex, facsimile or e-mail to the registered office of the Fund. If consulted in writing, shareholders must reply in writing within fifteen (15) days of receipt of the ballot sheets and the original ballot sheet must be received by the Fund one (1) Business Day before the concerned general meeting of shareholders or any other period as may be indicated in the convening notice by the General Partner.

28.6 For the avoidance of doubt, (i) the Limited Shareholders shall vote on all shareholder resolutions at a general meeting of shareholders as set forth in the Articles and the Shareholders Agreement, and (ii) the Defaulting Shareholders shall abstain from voting on all shareholder resolutions at a general meeting of shareholders as set forth in these Articles and the Shareholders Agreement. The General Partner will vote as necessary to close down the Fund after all of the Class A Shares and Class C Shares have been redeemed.

28.7 Each amendment to the present Articles entailing a variation of rights of a Class of Shares must be approved by a meeting of shareholders at which the conditions as to the quorum and majority requirements for the amendment of the Articles are met in each concerned Class of Shares.

28.8 Notwithstanding anything to the contrary, the following decisions shall require reinforced majority voting requirements at a general meeting of the shareholders convened:

(i) resolutions to increase any shareholder's Capital Commitment, reduce its share of the Fund's distributions, income or gains, increase its share of the Fund's losses, increase the management fee payable to the General Partner, or increase the carried interest payable to the Class C Shareholder shall, in each case, require the written consent of each shareholder so affected;

(ii) resolutions to change the percentage of Shares or aggregate Capital Commitments of the shareholders (the "Required Interest") necessary for any consent required under the Articles or the Shareholders Agreement to the taking of an action unless such amendment shall require the approval of the shareholders who then hold the percentage of Shares or aggregate Capital Commitments equal to or in excess of the Required Interest for the subject of such proposed amendment;

(iii) resolutions to amend this article 28.8 shall require the consent of each shareholder;

(iv) resolutions to amend article 2 hereof shall require the consent of the General Partner and ninety percent (90%) in aggregate Capital Commitments of the Class A Shareholders;

(v) resolutions to amend article 30 hereof shall require the consent of the General Partner and ninety percent (90%) in Capital Commitments of the Class A Shareholders;

(vi) resolutions to amend article 15 hereof shall require the consent of the General Partner and ninety percent (90%) in aggregate Capital Commitments of the Class A Shareholders;

(vii) resolutions to amend the definition of Expiration Date or article 7.10 shall require the consent of the General Partner and ninety percent (90%) in aggregate Capital Commitments of the Class A Shareholders; and

(viii) any other provision of the Shareholders Agreement determining any particular majority or quorum requirement.

28.9 The delegation of discretionary management power of the General Partner to any third party entity as well as the replacement of the auditor, the Depositary or the central administration agent shall be subject to the approval of at least sixty-six and two thirds percent (66 2/3%) in Shares of the Class A Shareholder votes validly cast at a general meeting of the shareholders.

V. Fiscal year - Distributions - Depositary - Liquidation

Art. 29. Fiscal Year.

29.1 The fiscal year of the Fund shall commence each year on the first of July of each year and shall terminate on the thirtieth June of the following year.

29.2 The ending date of the fiscal year of the Fund may be changed at the discretion of the General Partner with the consent of at least sixty-six and two-thirds percent (66 2/3%) in Shares of the shareholders given at a general meeting.

Art. 30. Distributions.

30.1 The General Partner does not carry any right to dividends or distribution other than the management fee determined in the Shareholders Agreement.

30.2 The General Partner will determine the net proceeds of the Fund available for distribution to the Limited Shareholders in accordance with the provisions of the Shareholders Agreement.

30.3 In accordance with and as further disclosed in the provisions set forth in the Shareholders Agreement, after the deduction of the appropriate management fee, Fund expenses, organization expenses, maintenance and operating reserves, the Fund shall distribute investment proceeds from a Portfolio Investment to the shareholders, via either a redemption of Class A Shares (including shares in any sub-class) or Class C Shares as provided for in article 10 hereof or a distribution of dividends, as appropriate, in the following order and priority:

(i) to the Class A Shareholders and the Class C Shareholder pro rata in proportion to each of their percentage interests with respect to such Portfolio Investment. The Class C Shareholder's allocation of investment proceeds for such Portfolio Investment shall be distributed to the Class C Shareholder simultaneously with the allocations specified in the following sentence. Each Class A Shareholder's share (including shares in any sub-class) of investment proceeds will then be distributed to such Class A Shareholder and the Class C Shareholder in the following amounts and order of priority:

- first, to such Class A Shareholder until it has received an amount equal to its aggregate unreturned Capital Contributions to the Fund as of the date of such distribution;

- second, to such Class A Shareholder, the priority return of eight percent (8%) per annum, compounded annually, on its aggregate unreturned Capital Contributions (calculated by taking into account the timing of any Capital Contributions made by and distributions made to such Class A Shareholders);

- third, 80% to the Class C Shareholder and 20% to such Class A Shareholder in proportion to its Capital Contribution until the Class C Shareholder has received an amount equal to 20% of the aggregate distributions under the precedent clause; and

- thereafter, 80% to such Class A Shareholder, and 20% to the Class C Shareholder.

(ii) Each distribution of temporary investment proceeds or proceeds from a bridge financing shall be divided among all shareholders pro rata in proportion to their respective proportionate shares in the Fund property or funds that produced such temporary investment proceeds or bridge financing proceeds, all as further disclosed in the Shareholders Agreement.

30.4 The General Partner may in its discretion decide to pay interim dividends at any point in time unless otherwise provided for in the Issuing Documents.

30.5 The General Partner shall not distribute, and the shareholders shall have no obligation to receive, distributions of property in kind, including, for the avoidance of doubt, marketable securities.

30.6 Subject to the terms of the Shareholders Agreement, no interest shall be paid on a dividend declared by the Fund and kept by it at the disposal of its beneficiary. A dividend declared but not paid on a share cannot be claimed by the holder of such share after a period of five (5) years from the notice given thereof, unless the General Partner has waived or extended such period in respect of all shares, and shall otherwise revert after expiry of the period to the Fund. The General Partner shall have power from time to time to take all steps necessary and to authorize such action on behalf of the Fund to perfect such reversion.

30.7 No distribution may be made which would result in the Net Asset Value of the Fund to fall below the minimum capital required by the 2007 Act.

Art. 31. Depositary.

31.1 To the extent required by law, the Fund shall enter into a depositary agreement with a banking or savings institution as defined by the law of April 5, 1993 on the financial sector, as amended (the "Depositary").

31.2 The Depositary shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Act.

31.3 If the Depositary wishes to retire, the General Partner shall use its best endeavors to find a replacement depositary within two months of such retirement. The General Partner may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a replacement depositary shall have been appointed in to act in its place.

Art. 32. Dissolution.

32.1 The existence of the Fund shall continue until the Fund is dissolved, wound up and subsequently terminated, which dissolution shall occur upon the first of any of the following events:

- (i) the expiration of the term of the Fund in accordance with article 2 hereof;
- (ii) after the Commitment Period, the disposal of all Portfolio Investments;
- (iii) the election to dissolve by the Class A Shareholders representing at least sixty-six and two-thirds percent (66 and 2/3%) in Shares of the votes validly cast at a general meeting (with the Class A Shareholders that are Affiliates of the General Partner, the Class B Shareholder and the Class C Shareholder abstaining from voting), it being provided that the General Partner shall have no veto rights over such decision;
- (iv) the entry of a judgment by the District Court dealing with commercial matters ordering the liquidation of the Fund under article 47(1) of the 2007 Act;
- (v) upon request of the General Partner as determined in the Shareholders Agreement subject to a decision of the general meeting of shareholders as provided under item (iii) above; or
- (vi) at any time if there are no Limited Shareholders.

32.2 Whenever the share capital falls below two thirds (2/3rd) of the minimum capital indicated in article 5.2 hereof, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the general meeting of shareholders by the General Partner. The general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares present and represented at the meeting.

32.3 The question of the dissolution of the Fund shall further be referred to the general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one fourth (1/4th) of the minimum capital set by article 5.2 hereof; in such an event, the general meeting of shareholders shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of the shareholders holding one fourth (1/4th) of the shares represented at the meeting.

32.4 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from the discovery that the net assets of the Fund have fallen below two thirds (2/3rd) or one fourth (1/4th) of the legal minimum, as the case may be.

32.5 In the event of a dissolution of the Fund, the liquidation shall be carried out by the General Partner or one or several liquidators appointed by the general meeting of shareholders in accordance with the 2007 Act effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The operations of liquidation will be carried out pursuant to applicable law and the Shareholders Agreement. After all sales and liquidations by or on behalf of the Fund of its assets (it being provided that all unrealized gains, losses and accrued income and deductions of the Fund shall be treated as realized and recognized immediately before the date of distribution), the proceeds thereof and the other assets of the Fund shall be distributed in one or more installments in the following order of priority:

- (i) to satisfy all creditors of the Fund, in accordance with the terms agreed among them and otherwise on a pro rata basis and the payment of the expenses of the winding-up, liquidation and dissolution of the Fund; and
- (ii) the remaining proceeds, if any, plus any remaining assets, shall be applied and distributed to the shareholders as soon as practicable pursuant to the provisions of article 30.3 hereof.

32.6 Any liquidation proceeds that cannot be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the liquidation will be deposited with the Depositary for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the "Caisse des dépôts et consignation" on behalf of the persons entitled thereto.

VI. Applicable law and Jurisdiction

Art. 33. Applicable Law and Jurisdiction. All matters not governed by these Articles or the Issuing Documents shall be determined in accordance with the 1915 Act and the 2007 Act as such laws have been or may be amended from time to time.

All disputes arising out of or in connection with these Articles shall be finally settled by arbitration in accordance with the Rules of Arbitration (the "Rules") of the International Chamber of Commerce ("ICC") by three arbitrators and the appointing authority shall be the ICC International Court of Arbitration. The language of the arbitration shall be English. The seat and place of arbitration shall be London, England. English law shall, where the Rules are silent, govern the

proceedings before the arbitral tribunal. The terms of reference to be drawn up pursuant to Article 23 of the Rules shall fully respect and preserve all the immunities, privileges and exemptions of the concerned shareholders. The shareholders waive any rights to appeal any arbitration award to, or seek determination of a preliminary point of law by any court having jurisdiction. The arbitral tribunal shall not be authorized to grant and each party agrees that it shall not seek from any judicial authority any interim and conservatory measures of protection or pre-award relief against any other party, any provisions of the Rules notwithstanding. The right of parties pursuant to Article 6(6) of the Rules to apply to any court having jurisdiction to ask whether or not, and in respect of which of them, there is a binding arbitration agreement, is hereby excluded. The procedural measures adopted by the arbitral tribunal, pursuant to Articles 22 and 24 of the Rules, shall respect the immunities, privileges and exemptions of the concerned shareholders. Pursuant to Article 29(6) of the Rules, the shareholders agree to opt out the Emergency Arbitrator Provisions of Article 29 of the Rules.

Transitory dispositions

1. The first fiscal year begins on the date of incorporation of the Fund and will end on June 30, 2014.
2. The first annual general meeting of shareholders will be held in 2014.

Subscription and Payment

The subscribers have subscribed for thirty-one thousand (31,000) shares as follows:

Subscribers	Number of shares	Amount paid-in
Capital Invest International S.a r.l.	1 class B share	1 euro
Capital Invest S.A.	<u>30,999 class C shares</u>	<u>30,999 euro</u>
Total:	31,000 shares	31,000 euro

The shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) is from now on at the free disposal of the Fund, evidence of which was given to the undersigned notary.

Expenses

The notary expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Fund as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.

General meeting of the shareholders

The above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as having received due notice, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, the meeting has passed the following resolution:

Resolutions of the shareholders

1. The registered office of the Fund is at 5, allée Scheffer L-2520 Luxembourg.
2. The independent qualified auditor for the Fund shall be PricewaterhouseCoopers, a société cooperative R.C.S. Luxembourg B 65.477, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered address at 400, route d'Esch, L-1417 Luxembourg.
3. The term of office of the independent qualified auditor shall be for six (6) years and shall be renewed by the annual general meeting of shareholders approving the accounts as at 2019.

Statement and Power

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that accordingly to the Luxembourg Law of 2010 on undertakings for collective investment as amended, and on the special request of the appearing person, the present deed is worded in English only and in case of translation requirements for executive registering or processing purposes, the translated version will be for the specified commitments only and the English version will always prevail.

Thus, the above appearing party, as represented hereby gives power to any agent or employee of the office of the signing notary, acting individually, to proceed to a free translation of the relevant articles concerning principally the object, the financial year and the power of signatures or representation of the company or any part as requested of this deed for registration, listing or filing purposes at the Luxembourg Companies' Register and to sign all additional recordings, draw, correct and sign any error, lapse or typo contained herewith.

WHEREOF the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the agent of the appearing parties, the latter signed together with Us, the undersigned notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: Lestienne, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 03 juin 2013. Relation: RED/2013/853. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 12 juin 2013.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2013076924/988.

(130094978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2013.

S.F. Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4959 Bascharage, 45, Zone Op Zaemer.

R.C.S. Luxembourg B 145.744.

L'an deux mille treize, le vingt-sept mai.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "S.F. INVESTISSEMENTS S.A." (numéro d'identité 2009 22 06 212), avec siège social à L-8411 Steinfort, 8A, rue des Carrières, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 145.744, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 20 mars 2009, publié au Mémorial C, numéro 909 du 29 avril 2009 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire Jean SECKLER, de résidence à Junglinster, en date du 1^{er} octobre 2009, publié au Mémorial C, numéro 2163 du 5 novembre 2009.

L'assemblée est présidée par Monsieur Eric SACCUCCI, entrepreneur, demeurant à Saint-Julien-les-Metz (France).

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Léon RENTMEISTER, employé privé, demeurant à Dahl.

L'assemblée désigne comme scrutateur Monsieur Jean-Marie WEBER, employé privé, demeurant à Aix-sur-Cloie (Belgique).

Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. - L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Transfert du siège social de L-8411 Steinfort, 8A, rue des Carrières à L-4959 Bascharage, 45, Zone Op Zaemer et modification subséquente du 1^{er} alinéa de l'article 2 et du 1^{er} alinéa de l'article 15 des statuts.

II. - Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Les procurations des actionnaires représentés y resteront annexées de même.

III.- Tous les actionnaires étant présents ou représentés, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de L-8411 Steinfort, 8A, rue des Carrières à L-4959 Bascharage, 45, Zone Op Zaemer et en conséquence de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 2 et le 1^{er} alinéa de l'article 15 des statuts de la société pour leur donner la teneur suivante:

" **Art. 2. al. 1^{er}** . Le siège de la société est établi à Bascharage."

" **Art. 15. al. 1^{er}** . L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social ou à tout autre endroit, tel qu'indiqué dans la convocation, le troisième mardi du mois de mai à 14.00 heures."

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes, s'élèvent approximativement à neuf cent cinquante euros (€ 950.-).

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à l'assemblée, les membres du bureau, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ont signé avec Nous notaire le présent acte, aucun autre actionnaire n'ayant demandé à signer.

Signé: SACCUCCI, RENTMEISTER, J.-M. WEBER, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 31 mai 2013. Relation: CAP/2013/1933. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 10 juin 2013.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2013076798/49.

(130094177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Bilbao LuxCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 143.889.

Les statuts coordonnés au 31 mai 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2013076881/11.

(130095496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2013.

D.C. Immobiliare S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 156.577.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Domiciliataire

Référence de publication: 2013076979/11.

(130095502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2013.

Zorille Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 108.593.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 10 juin 2013 M. Giuliano BIDOLI, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a été nommé administrateur, avec effet rétroactif au 5 décembre 2012, en remplacement de l'administrateur démissionnaire M. Olivier LECLIPTEUR.

Son mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2014.

Par cette même assemblée, les mandats des administrateurs Mme Christine RACOT et Mme. Viviane HENGEL, ainsi que celui du commissaire aux comptes AUDIT TRUST S.A., société anonyme, ont été renouvelés jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2014.

Luxembourg, le 13.06.2013.

Pour: ZORILLE PROPERTIES S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Isabelle Marechal-Gertaxhe

Référence de publication: 2013076773/20.

(130094589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

Actinter S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 56.444.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013076833/10.

(130095358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2013.
